

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1242

27 mai 2013

SOMMAIRE

AC Kymppi S.A.	59571	GroupM S.à r.l.	59610
Algeco/Scotsman Holding S.à r.l.	59570	Haidar Concept Sàrl	59586
AOB Holdings	59571	L-21 General Investments S.A.	59575
Beauty Soins Pedicure S.à r.l.	59571	L-21 General Investments S.A.	59575
Carrières S.à r.l.	59616	La Compagnie des Moulins S.A.	59575
CQLT SaarGummi Holding S.à r.l.	59596	Lakefield SIF-SICAV	59575
De Beers	59572	Leocar Sarl	59575
Diador Finance S.A.	59572	M.P. Invest	59587
Diamond Holdco S.à r.l.	59596	Muzinich European Private Debt Fund ...	59600
Digitinvest S.A.	59572	NXP Co-Investment Investor S.à r.l.	59570
Digitinvest S.A.	59572	Optio Expert-Comptable et Fiscal S.à r.l.	59573
East-West Energy International S.A.	59571	Pentavest S.à r.l.	59570
Echo Acquisition Lux One S.à r.l.	59576	Prospector Offshore Drilling Rig Construc- tion S.à r.l.	59594
Element Six Technologies S.à r.l.	59572	Radiant Systems International	59590
Element Six Ventures S.à r.l.	59573	Resolution III Glasgow Nominee S.à r.l. ..	59592
Elinoa Invest S.à r.l.	59571	Sunrise Communications Holdings S.A.	59600
Energy Optics S.A.	59573	Take-Off Light Aircraft S.à r.l.	59598
Eponyme Sarl	59574	Tasco International S.à r.l.	59616
Ferrer and Partners Corporate Services	59573	TC Mondorf Asbl	59592
FI Corporate Reinsurance	59574	Thil S.à r.l.	59616
Finagen International S.A.	59573	Tybalt Investments S.à r.l.	59570
Financière de Gasperich S.à r.l.	59573	WPP Luxembourg Beta Sàrl	59610
Fund-Market S.A.	59574		
FundPartner Solutions (Europe) S.A.	59574		
GAI S.à r.l.	59570		

NXP Co-Investment Investor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 154.554.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2013.

Référence de publication: 2013043247/10.

(130052445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2013.

GAI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 6, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 58.181.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 66153 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013043140/10.

(130052422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2013.

Pentavest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 154.065.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 3 avril 2013.

Référence de publication: 2013043264/10.

(130052658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2013.

Algeco/Scotsman Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 132.028.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 3 avril 2013.

Référence de publication: 2013042969/10.

(130052506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2013.

Tybalt Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 6-8, Op der Ahlkerrech.

R.C.S. Luxembourg B 137.144.

Extrait du Procès verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 08 avril 2013

1. - Changement de Gérant

L'AGE a décidé, avec effet immédiat du remplacement, en sa qualité de gérant, de Monsieur Folke NAKOINZ par Monsieur Johann Georg ADLER, né le 23 avril 1952 et résidant dans la Walter-Oehmichen-Straße 14 à -D- 68518 VIERNHEIM.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le gérant

Référence de publication: 2013046462/14.

(130056349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

AC Kymppi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9647 Doncols, 4, Chemin des Douaniers.
R.C.S. Luxembourg B 80.979.

Rectificatif à l'assemblée Générale Extraordinaire du 14 janvier 2013, numéro 49 du répertoire de Maître Pierre PROBST

En exécution de la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 14 janvier 2013, en cours de publication au Mémorial, les membres du Conseil d'Administration ont décidé à l'unanimité de révoquer Monsieur Dominique FONTAINE de son poste d'administrateur-délégué.

Enregistré à Diekirch, le 14 janvier 2013. Relation: DIE/2013/630. Reçu douze euros 12,00 €.

Doncols, le 26 -2 - 2013.

Référence de publication: 2013046534/14.

(130056335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Le Receveur (signé).
Signatures.

East-West Energy International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 153.908.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013047231/10.

(130058005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

AOB Holdings, Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 169.164.

La convention de domiciliation du siège social de la société anonyme AOB HOLDINGS, RCSL n° B-169164 sis à L-8308 Capellen, 89 e, Parc d'activités en date du 13 avril 2012 a été dénoncée ce jour avec effet immédiat.
Le 12 avril 2013.

Référence de publication: 2013047135/9.

(130057942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Beauty Soins Pedicure S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5750 Frisange, 65, route de Mondorf.
R.C.S. Luxembourg B 172.455.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BEAUTY SOINS PEDICURE S.à r.l.
FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013047166/11.

(130057807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Elinoa Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 165.115.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 avril 2013.

Référence de publication: 2013047240/10.

(130057441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

De Beers, Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 78.985.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 Avril 2013.

Référence de publication: 2013047220/10.

(130057549) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Diador Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 141.006.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DIADOR FINANCE S.A.

Référence de publication: 2013047223/10.

(130057720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Digitinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 118.406.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013047224/10.

(130057975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Digitinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 118.406.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013047225/10.

(130057976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Element Six Technologies S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 99.628.

Extrait d'une résolution prise par les actionnaires de la société en date du 10 avril 2013:

M. Walter Friedrich Hühn avec adresse professionnelle à Hanauer Landstrasse, 291 - 293, 60314 Frankfurt, Allemagne a été élu administrateur de Classe A de la société avec effet au 15 mars 2013.

M. Jonathan Aitken avec adresse professionnelle au 16, The Mall, GB - KT6 4EQ, Surbiton, a démissionné de son mandat d'administrateur de Classe A de la société avec effet au 15 mars 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 avril 2013.

Référence de publication: 2013047238/14.

(130057547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Element Six Ventures S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 9, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 126.070.

Extrait d'une résolution prise par les actionnaires de la société en date du 10 avril 2013:

M. Walter Friedrich Hühn avec adresse professionnelle à Hanauer Landstrasse, 291 - 293, 60314 Frankfurt, Allemagne a été élu administrateur de Classe A de la société avec effet au 15 mars 2013.

M. Jonathan Aitken avec adresse professionnelle au 16, The Mall, GB - KT6 4EQ, Surbiton, a démissionné de son mandat d'administrateur de Classe A de la société avec effet au 15 mars 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 avril 2013.

Référence de publication: 2013047239/14.

(130057548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Energy Optics S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 59, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 154.713.

Le bilan au 31/12/2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013047241/10.

(130057867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

**Ferrer and Partners Corporate Services, Société à responsabilité limitée,
(anc. Optio Expert-Comptable et Fiscal S.à r.l.).**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 40, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 97.326.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013047287/10.

(130057500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Finagen International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 143.515.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013047295/10.

(130058003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Financière de Gasperich S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 3A, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 54.908.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12/04/2013.

Signature.

Référence de publication: 2013047297/10.

(130058010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Fund-Market S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 63.861.

Les comptes annuels de la société FUND-MARKET S.A. arrêtés au 31 décembre 2012 et dûment approuvés lors de l'Assemblée Générale des Actionnaires en date du 20 mars 2013, accompagnés du rapport de gestion et du rapport de révision, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 avril 2013.

Référence de publication: 2013047308/12.

(130057557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

FI Corporate Reinsurance, Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 27.912.

Les comptes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FI CORPORATE REINSURANCE S.A.

Robert REGGIORI / Régis DONATI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013047288/12.

(130057445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Eponyme Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6930 Mensdorf, 16A, rue d'Uebersyren.
R.C.S. Luxembourg B 157.005.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour EPONYME SARL

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013047264/11.

(130057537) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

FundPartner Solutions (Europe) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 140.653.

RECTIFICATIF*Extrait*

Cet extrait rectifie l'extrait numéro L120024521 du 9 février 2012.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires s'est tenue à Luxembourg le 30 décembre 2011 et a adopté les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée a noté les démissions de Messieurs Laurent Ramsey et Rémy Best en date du 30 décembre 2011
2. L'Assemblée approuve la nomination de:

Mr Marc Pictet, 60 route des acacias, CH-1211 Genève 73

Mr Marc Briol, 60 route des acacias, CH-1211 Genève 73

Mr Pierre Etienne, 15 avenue JF Kennedy, L-1855 Luxembourg

Mr Peter Wintsch, 60 route des acacias, CH-1211 Genève 73

jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires en 2013.

Référence de publication: 2013047283/19.

(130057595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Lakefield SIF-SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 160.853.

Extrait des résolutions circulaires prises par le conseil d'administration en date du 22 octobre 2012

Est nommé administrateur («Verwaltungsratsmitglied»), son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 mars 2013:

- Monsieur Bruno VERSTRAETE, né le 14 septembre 1972 à Kortrijk (Belgique), demeurant professionnellement à FL-9490 Vaduz, Landstrasse, 60.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 avril 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013047394/14.

(130057617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

L-21 General Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 102.400.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 avril 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013047392/10.

(130057776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

L-21 General Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 102.400.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 avril 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013047393/10.

(130057809) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

La Compagnie des Moulins S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 112.865.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 avril 2013.

Référence de publication: 2013047404/10.

(130058017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Leocar Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9147 Erpeldange, 16, rue Laduno.

R.C.S. Luxembourg B 170.904.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013047406/10.

(130058111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Echo Acquisition Lux One S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.000,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 176.488.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-eighth day of March.

Before the undersigned, Maître Henri Hellinckx, notary resident in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

1. RPI US Partners, LP, a limited partnership organized under the laws of the United States, having its registered office at Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, New Castle County, Delaware, 19808, registered with the Secretary of State of the State of Delaware, the United States of America, under number 5003411,

here represented by Marin Njavro, private employee, whose professional address is at 18-20 rue Edward Steichen, L-2540, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given on 28 March, 2013,

2. RPI US Partners II, LP, a limited partnership organized under the laws of the United States, having its registered office at Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, New Castle County, Delaware, 19808, registered with the Secretary of State of the State of Delaware, the United States of America, under number 5016509,

here represented by Marin Njavro, private employee, whose professional address is at 18-20 rue Edward Steichen, L-2540, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given on 28 March, 2013,

3. RPI International Partners, LP, an exempted limited partnership organized under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Walkers Corporate Services Limited, Walker House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman, KY1 - 9005, Cayman Islands,

here represented by Marin Njavro, private employee, whose professional address is at 18-20 rue Edward Steichen, L-2540, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given on 28 March, 2013,

4. RPI International Partners II, L.P., an exempted limited partnership organized under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Walkers Corporate Services Limited, Walker House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman, KY1 - 9005, Cayman Islands,

here represented by Marin Njavro, private employee, whose professional address is at 18-20 rue Edward Steichen, L-2540, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given on 28 March, 2013.

After signature ne varietur by the authorised representative of the appearing parties and the undersigned notary, the powers of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The appearing parties, represented as set out above, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is "Echo Acquisition Lux One S.à r.l." (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by

subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twenty-five thousand United States Dollars (USD 25,000), represented by two million five hundred thousand (2,500,000) shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar cent (USD 0.01) each.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

6.3. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

6.4. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

6.5. A share transfer shall only be binding on the Company or third parties following notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.6. A register of shareholders shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.7. The Company may redeem its own shares, provided:

- (i) it has sufficient distributable reserves for that purpose; or
- (ii) the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company shall be managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their office. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they shall constitute the board of managers (the Board). The shareholders may decide to appoint managers of two different classes, i.e. one or several class A managers and one or several class B managers.

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the shareholders by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special or limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board shall meet at the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice, which in principle shall be in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and each of them states that they have full knowledge of the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant to another manager a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented, provided that if the shareholders have appointed one or several class A managers and one or several class B managers, at least one (1) class A manager and one (1) class B manager votes in favour of the resolution. Board resolutions shall be recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (Managers' Circular Resolutions) shall be valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and shall bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any class A manager and any class B manager.

(ii) The Company shall also be bound towards third parties by the signature of any person(s) to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board, the managers or any manager are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

Art. 10. Liability of the managers. The managers shall not be held personally liable by reason of their office for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and Shareholders' written resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Unless resolutions are taken in accordance with article 11.1.(ii), resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a General Meeting).

(ii) If the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), resolutions of the shareholders may be adopted in writing (Written Shareholders' Resolutions).

(iii) Each share entitles the holder to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders may be convened to General Meetings by the Board. The Board must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice.

(iii) When resolutions are to be adopted in writing, the Board shall send the text of such resolutions to all the shareholders. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the Board. Each manager shall be entitled to count the votes.

(iv) General Meetings shall be held at the time and place specified in the notices.

(v) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(vi) A shareholder may grant written power of attorney to another person (who need not be a shareholder), in order to be represented at any General Meeting.

(vii) Resolutions to be adopted at General Meetings shall be passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

(viii) The Articles may only be amended with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital.

(ix) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company shall require the unanimous consent of the shareholders.

(x) Written Shareholders' Resolutions are passed with the quorum and majority requirements set forth above and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the Board.

Art. 12. Sole shareholder. When the number of shareholders is reduced to one (1):

- (i) the sole shareholder shall exercise all powers granted by the Law to the General Meeting;
- (ii) any reference in the Articles to the shareholders, the General Meeting, or the Written Shareholders' Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the sole shareholder's resolutions, as appropriate; and
- (iii) the resolutions of the sole shareholder shall be recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and Approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. Each year, the Board must prepare the balance sheet and profit and loss accounts, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its managers and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss accounts must be approved in the following manner:

- (i) if the number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), within six (6) months following the end of the relevant financial year either (a) at the annual General Meeting (if held) or (b) by way of Written Shareholders' Resolutions; or
- (ii) if the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), at the annual General Meeting.

Art. 14. Auditors.

14.1. When so required by law, the Company's operations shall be supervised by one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The shareholders shall appoint the approved external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their office.

14.2. If the number of shareholders of the Company exceeds twenty-five (25), the Company's operations shall be supervised by one or more commissaires (statutory auditors), unless the law requires the appointment of one or more approved external auditors (réviseurs d'entreprises agréés). The commissaires are subject to re-appointment at the annual General Meeting. They may or may not be shareholders.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits must be allocated to the reserve required by law (the Legal Reserve). This requirement ceases when the Legal Reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time, subject to the following conditions:

- (i) the Board must draw up interim accounts;
- (ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the Legal Reserve;
- (iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and
- (iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders shall appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and shall determine their number,

powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2. The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived. Managers' Circular Resolutions and Written Shareholders Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney may be granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Written Shareholders' Resolutions, as the case may be, may appear on one original or several counterparts of the same document, all of which taken together shall constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The Company's first financial year shall begin on the date of this deed and shall end on the thirty-first (31) of December 2013.

Subscription and Payment

RPI US Partners, LP, represented as stated above, subscribes for five hundred eighty-six thousand two hundred ninety-two (586,292) shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar cent (USD 0.01) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of five thousand eight hundred sixty-two United States Dollar and ninety two cent (USD 5,862.92),

and

RPI US Partners II, LP, represented as stated above, subscribes for one hundred seventy thousand seven hundred fifty-eight (170,758) shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar cent (USD 0.01) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of one thousand seven hundred seven United States Dollars and fifty-eight cents (USD 1,707.58),

and

RPI International Partners, LP, represented as stated above, subscribes for one million five hundred sixty-nine thousand five hundred seventy (1,569,570) shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar cent (USD 0.01) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash fifteen thousand six hundred ninety-five United States Dollars and seventy cents (USD 15,695.70),

and

RPI International Partners II, LP, represented as stated above, subscribes for one hundred seventy-three thousand three hundred eighty (173,380) shares in registered form, having a nominal value of one United States Dollar cent (USD 0.01) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of one thousand seven hundred thirty-three United States Dollars and eighty cents (USD 1,733.80).

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,200.-.

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, its shareholders, representing the entire subscribed capital, adopted the following resolutions:

1) The following person is appointed as class A manager of the Company for an undetermined period:

- Mr. Andrew O'Shea, born in Dublin, Ireland, on August 13, 1981 and having his professional address at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The following person is appointed as class B manager of the Company for an undetermined period:

- Mr. Hugo Froment, born in Laxou, France, on February 22, 1974 and having his professional address at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2) The registered office of the Company is fixed at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states at the request of the appearing parties that this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of discrepancies, the English version prevails.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated above.

After reading this deed the notary signs it with the authorised representative of the appearing parties.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-huitième jour de mars.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1. RPI US Partners, LP, une société en commandite (limited partnership) formée selon les lois des Etats-Unis, dont le siège social se situe Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, New Castle County, Delaware, 19808, inscrite auprès du Secrétaire d'Etat de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, sous le numéro 5003411,

ici représentée par Marin Njavro, employé privé, dont l'adresse professionnelle se situe 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 28 mars 2013,

2. RPI US Partners II, LP, une société en commandite (limited partnership) formée selon les lois des Etats-Unis, dont le siège social se situe Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, New Castle County, Delaware, 19808, inscrite auprès du Secrétaire d'Etat de l'Etat du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, sous le numéro 5016509,

ici représentée par Marin Njavro, employé privé, dont l'adresse professionnelle se situe 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 28 mars 2013,

3. RPI International Partners, LP, une société en commandite exonérée (exempted limited partnership) formée selon les lois des Iles Cayman, dont le siège social se situe Walkers Corporate Services Limited, Walker House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman, KY1 - 9005, Iles Cayman,

ici représentée par Marin Njavro, employé privé, dont l'adresse professionnelle se situe 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 28 mars 2013,

4. RPI International Partners II, LP, une société en commandite exonérée (exempted limited partnership) formée selon les lois des Iles Cayman, dont le siège social se situe Walkers Corporate Services Limited, Walker House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman, KY1 - 9005, Iles Cayman,

ici représentée par Marin Njavro, employé privé, dont l'adresse professionnelle se situe 18-20, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 28 mars 2013,

Après signature ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, les procurations resteront annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est «Echo Acquisition Lux One S.à r.l.» (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans cette même commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations,

créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de tous types de titres et instruments de dette ou de capital. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées (comprenant société mère et société sœur), ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à vingt-cinq mille dollars américains (USD 25.000), représenté par deux millions cinq cent mille (2.500.000) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un cent de dollar américain (USD 0,01) chacune.

5.2 Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

6.3. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

6.4. Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

6.5. Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.6. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.7. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition

(i) qu'elle ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet; ou

(ii) que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et Révocation des gérants.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas être associés

7.2 Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le Conseil). Les associés peuvent décider de nommer des gérants de différentes classes, i.e. un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B.

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à l'associé ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Le Conseil peut déléguer des pouvoirs spéciaux et limités à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation de deux (2) gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, sera au Luxembourg.

(ii) Il sera donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence seront mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et si chacun d'eux déclare avoir parfaitement connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, à la condition que si les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B, au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B votent en faveur de la résolution. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (des Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Gérant unique. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil, aux gérants ou tout gérant doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et Résolutions circulaires des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Sauf lorsque des résolutions sont adoptées conformément à l'article 11.1.(ii), les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (chacune une Assemblée Générale).

(ii) Si le nombre des associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être adoptées par écrit (des Résolutions Ecrites des Associés).

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales par le Conseil. Le Conseil doit convoquer une Assemblée Générale à la demande des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence doivent être précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Quand des résolutions sont adoptées par écrit, le Conseil communique le texte des résolutions à tous les associés. Les associés votent par écrit et envoient leur vote à la Société endéans le délai fixé par le Conseil. Chaque gérant est autorisé à compter les votes.

(iv) Les Assemblées Générales sont tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(v) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

(vi) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vii) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(viii) Les Statuts ne peuvent être modifiés qu'avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(ix) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

(X) Des Résolutions Ecrites des Associés sont adoptées avec le quorum de présence et de majorité fixé ci-dessus. Elles porteront la date de la dernière signature reçue avant l'expiration du délai fixé par le Conseil.

Art. 12. Associé unique. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1):

- (i) l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale;
- (ii) toute référence dans les Statuts aux associés, à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier; et
- (iii) les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1^{er}) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil doit dresser le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes de ses gérants et associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes doivent être approuvés de la façon suivante:

- (i) si le nombre d'associés de la Société ne dépasse pas vingt-cinq (25), dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social en question, soit (a) par l'Assemblée Générale annuelle (si elle est tenue), soit (b) par voie de Résolutions Ecrites des Associés; ou
- (ii) si le nombre des associés de la Société dépasse vingt-cinq (25), par l'Assemblée Générale annuelle.

13.5. L'Assemblée Générale annuelle (si elle a lieu) se tient à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, comme indiqué dans la convocation, le deuxième lundi du mois de juin de chaque année à 10 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvré à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tient le jour ouvré suivant.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises agréés, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

14.2. Si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, ses opérations sont surveillées par un ou plusieurs commissaires, à moins que la loi ne requière la nomination d'un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés. Les commissaires sont sujets à la renomination par l'Assemblée Générale annuelle. Ils peuvent être associés ou non.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi (la Réserve Légale). Cette exigence cesse quand la Réserve Légale atteint dix pour cent (10%) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter conformément aux dispositions légales applicables.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) le Conseil doit établir des comptes intérimaires;
- (ii) les comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas dépasser le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la Réserve Légale;
- (iii) dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires, le Conseil doit décider de distribuer des dividendes intérimaires; et
- (iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société.

Si les dividendes intérimaires distribués dépassent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, le Conseil a le droit de réclamer le remboursement des dividendes qui ne correspondent pas aux bénéfices réellement réalisés et les associés doivent immédiatement rembourser le trop perçu à la Société si le Conseil le demande.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions Générales

17.1. Les convocations et communications, ainsi que les renonciations à celles-ci, peuvent être faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Ecrites des Associés peuvent être établies par écrit, par téléfax, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations peuvent être données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Ecrites des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord présent ou futur conclu entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le trente et un (31) décembre 2013.

Souscription et Libération

RPI US Partners, LP, représentée comme indiqué ci-dessus, souscrit à cinq cent quatre-vingt-six mille deux cent quatre-vingt-douze (586.292) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale de un cent de dollar américain (USD 0,01) chacune, et les libère intégralement par un apport en numéraire de cinq mille huit cent soixante-deux dollars américains et quatre-vingt-douze cents (USD 5.862,92),

et

RPI US Partners II, LP, représentée comme indiqué ci-dessus, souscrit à cent soixante-dix mille sept cent cinquante-huit (170.758) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale de un cent de dollar américain (USD 0,01) chacune, et les libère intégralement par un apport en numéraire de mille sept cent sept dollars américains et cinquante-huit cents (USD 1.707,58),

et

RPI International Partners, LP, représentée comme indiqué ci-dessus, souscrit à un million cinq cent soixante-neuf mille cinq cent soixante-dix (1.569.570) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale de un cent de dollar américain (USD 0,01) chacune, et les libère intégralement par un apport en numéraire de quinze mille six cent quatre-vingt-quinze dollars américains et soixante-dix cents (USD 15.695,70),

et

RPI International Partners II, LP, représentée comme indiqué ci-dessus, souscrit à cent soixante-treize mille trois cent quatre-vingts (173.380) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale de un cent de dollar américain (USD 0,01) chacune, et les libère intégralement par un apport en numéraire de mille sept cent trente-trois dollars américains et quatre-vingts cents (USD 1.733,80).

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à EUR 1.200,-.

Résolutions des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, ses associés, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont pris les résolutions suivantes:

- 1) La personne suivante est nommée en qualité de gérant de classe A de la Société pour une durée indéterminée:

- M. Andrew O'Shea, né à Dublin, Irlande, le 13 août 1981 et dont l'adresse professionnelle se situe au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

La personne suivante est nommée en qualité de gérant de classe B de la Société pour une durée indéterminée:

- M. Hugo Froment, né à Laxou, France, le 22 février 1974 et dont l'adresse professionnelle se situe au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2) Le siège social de la Société est fixé au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Après lecture du présent au mandataire des parties comparantes, le notaire le signé avec le mandataire des comparantes.

Signé: M. NJAVRO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 avril 2013. Relation: LAC/2013/15430. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - Délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 avril 2013.

Référence de publication: 2013047233/568.

(130057899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Haidar Concept Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5366 Munsbach, 131, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 176.223.

— STATUTS

L'an deux mil treize.

Le onze février.

Pardevant Maître Christine DOERNER, notaire de résidence à Bettembourg.

A comparu:

Monsieur Haidar LIASSE, indépendant, né à Inhambane (Mozambique), le 22 avril 1962 (Matricule No. 19620422072), demeurant à L-5366 Munsbach, 131, rue Principale.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'il déclare constituer.

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de «Haidar Concept Sàrl».

Art. 2. Le siège de la société est établi à Munsbach.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Art. 3. La société a pour objet décorateur, constructeur de stands d'exposition, ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 4. La durée de la société est indéterminée.

Art. 5. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année. Par dérogation, le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2013.

Art. 6. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EURO (EURO 12.500.-) représenté par CINQ CENTS (500) parts sociales de VINGT-CINQ EURO (EURO 25.-) chacune.

Toutes ces parts ont été entièrement souscrites par l'associé unique Monsieur Haidar LIASSE.

Ces parts ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EURO (EURO 12.500.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle dans l'actif social et dans les bénéfices.

Art. 8.

a) La cession entre vifs:

Tant que la société ne comprendra qu'un associé, celui-ci sera libre de céder tout ou partie des parts à qui il entend.

b) La transmission pour cause de mort:

Le décès de l'associé unique n'entraîne pas la dissolution de la société. Si l'associé unique n'a laissé aucune disposition de dernières volontés concernant l'exercice des droits afférents aux parts sociales, lesdits droits seront exercés par les héritiers et légataires régulièrement saisis ou envoyés en possession, proportionnellement à leurs droits dans la succession, jusqu'au partage desdites parts ou jusqu'à la délivrance de legs portant sur celles-ci.

Pour le cas où il y aurait des parts sociales non proportionnellement partageables, lesdits héritiers et légataires auront l'obligation pour lesdits parts sociales de désigner un mandataire.

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par l'associé qui fixe leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués par décision des associés.

A moins que l'associé n'en décide autrement, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances.

Art. 10. Simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement à celles-ci, ils ne seront responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 11. Chaque année, le 31 décembre, il sera dressé un inventaire de l'actif et du passif de la société. Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- cinq pour cent (5,00 %) pour la constitution d'un fonds de réserve légal, dans la mesure des dispositions légales;
- le solde restera à la libre disposition de l'associé.

Art. 12. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés.

Art. 13. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

Frais.

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à MILLE DEUX CENT CINQUANTE EURO (EURO 1.250.-).

Assemblée générale.

Et à l'instant, l'associé unique Monsieur Haidar LIASSE, agissant en lieu et place de l'assemblée générale, fait désigner lui-même comme gérant unique.

Il peut engager valablement la société sans limitation de sommes.

Le siège social est établi à L-5366 Munsbach, 131, rue Principale.

Avant la clôture du présent acte le notaire instrumentaire soussigné a attiré l'attention des constituants sur la nécessité d'obtenir une autorisation administrative pour exercer les activités décrites dans l'objet social.

DONT ACTE, fait et passé à Bettembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Liasse, C. Doerner.

Enregistré à Esch/Alzette A.C. le 15 février 2013. Relation: EAC/2013/2174. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande au fin de l'inscription au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bettembourg, le 15 mars 2013.

Christine DOERNER.

Référence de publication: 2013042488/74.

(130051338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

M.P. Invest, Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 63.879.

—

L'an deux mille treize, le onze mars

Par devant Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «M.P. INVEST», ayant son siège social à 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés

Luxembourg section B numéro 63879, constituée suivant acte reçu en date du 6 avril 1998 par Maître Jean-Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (ci-après le «Mémorial C»), numéro 465 du 26 juin 1998 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 19 septembre 2012 publié au Mémorial C numéro 2572 du 16 octobre 2012.

L'assemblée est présidée par Madame Sara Lecomte, employée privée, demeurant professionnellement au 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Madame Pauline Babelart, employée privée, demeurant professionnellement 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que les mille deux cent cinquante (1.250) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1.- Modification des dispositions relatives à la composition du conseil d'Administration, des procédures et les pouvoirs de signature et création des catégories d'Administrateurs A et B.

2.- Modification afférente des articles 4 et 5 des statuts de la Société.

3.- Acceptation de la démission de Madame Sylviane Courtois et de Monsieur Stéphane Liégeois et de leur poste d'Administrateur et décharge; remplacement de Monsieur Patrick Rochas et nomination de Messieurs Jean-Robert Bartolini et Ahcène Boulhais en tant qu'Administrateurs de Catégorie B.

IV.- L'intégralité du capital social étant représentée à la présente l'Assemblée, les Actionnaires décident de renoncer aux formalités de convocation.

Les actionnaires présents ou représentés considèrent avoir été valablement convoqués, et acceptent dès lors de délibérer et de voter les points portés à l'ordre du jour. Ils confirment que toute la documentation présentée lors de l'assemblée a été mise à leur disposition endéans une période suffisante pour leur permettre d'examiner attentivement chaque document.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier les dispositions relatives à la composition du conseil d'Administration, les procédures et les pouvoirs de signature et de créer deux (2) catégories d'Administrateurs A et B.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de procéder à la modification subséquente des articles 4 et 5 des statuts qui se liront désormais comme suit:

« Art. 4.

4.1 En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois (3) membres au moins (chacun un «Administrateur»), actionnaires ou non.

4.2 Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire restant, la Société peut être administrée par un Conseil d'Administration consistant, soit en un Administrateur (L'«Administrateur Unique») jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire, soit par au moins trois (3) Administrateurs. Une société peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, le Conseil d'Administration ou l'Administrateur unique nommera ou confirmera la nomination de son représentant permanent en conformité avec la Loi de 1915.

4.3 Les actionnaires pourront qualifier les Administrateurs nommés de Administrateurs de catégorie A (les «Administrateurs de Catégorie A») ou Administrateurs de catégorie B (les «Administrateurs de Catégorie B»).

4.4 Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas quatre (4) ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six (6) ans.

4.5 En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

Art. 5.

5.1 Le Conseil d'Administration élira parmi ses membres un président (le «Président»). Le premier Président peut être nommé par la première assemblée générale des actionnaires. En cas d'empêchement du Président, il sera remplacé par l'Administrateur élu pro tempore à cette fin parmi les membres présents à la réunion.

5.2 Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président ou d'un Administrateur. Lorsque tous les Administrateurs sont présents ou représentés, ils pourront renoncer aux formalités de convocation.

5.3 Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procuration.

5.4 Le Conseil d'Administration ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des Administrateurs en fonction est présente ou représentée, sous réserve que dans l'hypothèse où des Administrateurs de Catégorie A ou des Administrateurs de Catégorie B ont été désignés, ce quorum ne sera atteint que si au moins un (1) Administrateur de Catégorie A et un (1) Administrateur de Catégorie B sont présents.

5.5 Tout Administrateur est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil d'Administration par un autre Administrateur, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite. Un Administrateur peut également désigner par téléphone un autre Administrateur pour le représenter. Cette désignation devra être confirmée par une lettre écrite.

5.6 Toute décision du Conseil d'Administration est prise à la majorité simple des votes émis, il est entendu qu'aucune décision ne pourra être prise valablement sans l'accord d'au moins un (1) Administrateur de Catégorie A présent au Conseil. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

5.7 L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée pour autant que chaque participant soit en mesure de prendre activement part à la réunion, c'est à dire notamment d'entendre et d'être entendu par tous les autres Administrateurs participant et utilisant ce type de technologie, seront réputés présents à la réunion et seront habilités à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo.

5.8 Des résolutions du Conseil d'Administration peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par écrit par tous les Administrateurs personnellement (résolution circulaire). Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par fax ou e-mail. Ces décisions auront le même effet et la même validité que des décisions votées lors d'une réunion du Conseil d'Administration, dûment convoqué. La date de ces résolutions doit être la date de la dernière signature apposée sur lesdites résolutions.

5.9 Les votes pourront également s'exprimer par tout autre moyen généralement quelconque tels que fax, e-mail ou par téléphone, dans cette dernière hypothèse, le vote devra être confirmé par écrit.

5.10 Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont signés par tous les membres présents aux séances. Des extraits seront certifiés par le président du Conseil d'Administration ou par deux (2) Administrateurs dont un (1) Administrateur de Catégorie A et un (1) Administrateur de Catégorie B.

5.11 Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux (2) administrateurs ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par deux Administrateurs ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

5.12 Toutefois, si les associés ont qualifié les Administrateurs d'Administrateurs de Catégorie A et Administrateurs de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un (1) Administrateur de Catégorie A et d'un (1) Administrateur de Catégorie B. Cependant, le Conseil d'Administration peut autoriser que la Société sera engagée dans certaines circonstances par la signature unique de toute personne à qui tel pouvoir de signature aura été délégué par résolutions du Conseil d'Administration précisant les limites d'un tel pouvoir de signature.

Troisième résolution

L'assemblée prend connaissance et accepte la démission de Madame Sylviane Courtois et de Monsieur Stéphane Liégeois de leur poste d'Administrateur de la Société avec effet au 27 février 2013 et leur accorde décharge pleine et entière pour l'exercice de son mandat jusqu'à cette date.

L'assemblée prend acte du décès de Monsieur Patrick Rochas en date du 20 novembre 2012.

L'assemblée nomme en tant qu'Administrateur de catégorie A avec effet au 27 février 2013 Monsieur Karim Gamal Kamel Guirguis, né le 19 février 1975 au Caire (Egypte), demeurant 68, North Row, Flat 12, W1K 7DU London.

L'assemblée nomme en tant qu'Administrateur de catégorie B avec effet au 27 février 2013:

- Monsieur Jean-Robert Bartolini, né le 10 novembre 1962 à Differdange (Grand-Duché de Luxembourg), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg; et,

- Monsieur El Ahcène Boulhais, né le 12 décembre 1977 à Thionville (France), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

Le mandat des Administrateurs de Catégorie A et B prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2017 qui se tiendra en 2018.

59590

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille euros (EUR 1.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: S. LECOMTE, P. BABELART, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 12 mars 2013. Relation: LAC/2013/11380. Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2013043211/133.

(130052850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2013.

Radiant Systems International, Société en nom collectif.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 135.072.

In the year two thousand and thirteen, on the twentieth of March.

Before Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

1) Radiant Systems, Inc., a company duly incorporated and validly existing under the laws of the State of Georgia, United-States of America, having its principal address at 3925 Brookside PKWY Alpharetta, Georgia 30022-4429, United States of America, registered with the Georgia Secretary of State, Division of Corporations, under the control number K 511236, and

2) Radiant Systems International, Inc., a company duly incorporated and validly existing under the laws of the State of Georgia, United States of America, having its principal address at 3925 Brookside PKWY Alpharetta, Georgia 30022-4429, United States of America, registered with the Georgia Secretary of State, Division of Corporations, under the control number K 801119;

hereby represented by Marie-Eve Delpech, having her professional address at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, by virtue of two (2) powers of attorney given under private seal, which are annexed to the deed of Maître Martine Schaeffer, of 7 November 2012, in course of publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The appearing parties, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to state that:

An extraordinary general meeting of Radiant Systems International, a general corporate partnership (société en nom collectif) established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company Register under number B 135.072 (the "Partnership"), was held, before Maître Martine Schaeffer, on 7 November 2012.

The sole resolution adopted by said extraordinary general meeting was enacted by Maître Martine Schaeffer, in a notarial deed dated 7 November 2012, number 2391 of her Répertoire, filed with the Administration de l'Enregistrement et des Domaines de Luxembourg, Actes Civils, on 8 November 2012, with the relation LAC/2012/52469, not yet deposited at the Luxembourg Register of Commerce and Companies, in course of publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

At the occasion of this extraordinary general meeting of the Partnership, it was decided to amend Article 9 of the articles of association of the Partnership. When reviewing the notarial deed containing the resolution adopted by said extraordinary general meeting, it was noted that the text of the French version of Article 9.6 of the Partnership's articles of association, adopted by the extraordinary general meeting held on 7 November 2012, erroneously and inadvertently missed the first paragraph of this Article 9.6, which appears, however, in the following correctly-drafted English version:

" 6. The ownership of partnership interests, their transfer, and the creation of security interests on the partnership interests are recorded in a register of partnership interests kept at the registered office of the partnership.

The transfer of partnership interests and the creation of security interests over partnership interests become effective towards the partnership and third parties in accordance with the forms of article 1690 of the Civil Code. Any transfer of partnership interests, and the creation or release of security interests over partnership interests shall be recorded in the register of partnership interests of the Partnership.

Entries in the register of partnership interests are signed by any manager of the partnership."

A French translation of the first paragraph of Article 9.6 must therefore be inserted in the French version of Article 9.6 of the Partnership's articles of association, in order to ensure that the French version constitutes a correct translation of the English version which prevails. Consequently, Article 9.6 must read as follows:

" 6. La propriété des parts d'intérêts, leur transfert, et la création de sûretés sur les parts d'intérêts sont enregistrés dans un registre des parts d'intérêts conservé au siège social de la société.

Le transfert des parts d'intérêts et la création de sûretés sur les parts d'intérêts prennent effet envers la société et les tiers conformément aux formalités de l'article 1690 du Code Civil. Tout transfert de parts d'intérêts, et la création ou mainlevée de sûretés sur les parts d'intérêts seront enregistrés dans le registre de parts d'intérêts de la société.

Les entrées dans le registre des parts d'intérêts sont signées par tout gérant de la société."

It was requested to make this modification where necessary. The English version of Article 9.6 of the Partnership's articles of association being correctly drafted does not need to be amended.

Declaration

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date first written above.

The document having been read to the proxy-holder of the appearing parties, he signed together with the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt mars.

Par-devant nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

ONT COMPARU:

1) Radiant Systems, Inc., une société constituée et existant selon les lois de l'Etat de Géorgie, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse principale au 3925 Brookside PKWY Alpharetta, Géorgie 30022-4429, Etats-Unis d'Amérique et immatriculée auprès du Registre de l'Etat de Géorgie, Division des Sociétés, sous le numéro de contrôle K 511236; et

2) Radiant Systems International, Inc., une société constituée et existant selon les lois de l'Etat de Géorgie, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse principale au 3925 Brookside PKWY Alpharetta, Géorgie 30022-4429, Etats-Unis d'Amérique, immatriculée auprès du Registre de l'Etat de Géorgie, Division des Sociétés, sous le numéro de contrôle K 801119;

ici représentées par Marie-Eve Delpech, résidant professionnellement 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu de deux (2) procurations données sous seing privé, demeurant annexées à l'acte de Maître Martine Schaeffer, du 7 novembre 2012, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire de constater ce qui suit:

Une assemblée générale extraordinaire de Radiant Systems International, une société en nom collectif de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché du Luxembourg, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 135.072 (la "Société") a été tenue, en présence de Maître Martine Schaeffer, le 7 novembre 2012.

La résolution unique adoptée par cette assemblée générale extraordinaire a été actée par Maître Martine Schaeffer, dans un acte notarié en date du 7 novembre 2012, numéro 2391 de son répertoire, enregistré à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines de Luxembourg en date du 8 novembre 2012, avec les relations suivantes: LAC/ 2012/52469, non encore déposé au Registre de Commerce et des Sociétés, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Lors de cette assemblée générale extraordinaire de la Société, il a été décidé de modifier l'article 9 des statuts de la Société. En vérifiant l'acte notarié contenant la résolution adoptée lors de ladite assemblée générale extraordinaire, il a été constaté que le texte de la version française de l'article 9.6 des statuts de la Société, adopté par l'assemblée générale extraordinaire le 7 novembre 2012, ne reprend pas, par erreur et par inadvertance, la traduction française du premier paragraphe de cet article 9.6, tel qu'il apparaît dans la version anglaise, correctement rédigée, qui se lit comme suit:

" 6. The ownership of partnership interests, their transfer, and the creation of security interests on the partnership interests are recorded in a register of partnership interests kept at the registered office of the partnership.

The transfer of partnership interests and the creation of security interests over partnership interests become effective towards the partnership and third parties in accordance with the forms of article 1690 of the Civil Code. Any transfer of partnership interests, and the creation or release of security interests over partnership interests shall be recorded in the register of partnership interests of the Partnership.

Entries in the register of partnership interests are signed by any manager of the partnership."

Une traduction française du premier paragraphe de l'article 9.6 doit donc être ajoutée dans la version française de l'article 9.6 des statuts de la Société afin que cette version française constitue bien une traduction correcte de la version anglaise qui prévaut. En conséquence, l'article 9.6 doit se lire comme suit:

" 6. La propriété des parts d'intérêts, leur transfert, et la création de sûretés sur les parts d'intérêts sont enregistrés dans un registre des parts d'intérêts conservé au siège social de la société.

Le transfert des parts d'intérêts et la création de sûretés sur les parts d'intérêts prennent effet envers la société et les tiers conformément aux formalités de l'article 1690 du Code Civil. Tout transfert de parts d'intérêts, et la création ou mainlevée de sûretés sur les parts d'intérêts seront enregistrés dans le registre de parts d'intérêts de la société.

Les entrées dans le registre des parts d'intérêts sont signées par tout gérant de la société."

Réquisition est faite d'opérer cette rectification partout où il y a lieu.

La version anglaise de l'article 9.6 des statuts de la Société étant correctement rédigée, il n'y a pas lieu de la modifier.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Après lecture de l'acte faite au comparant, il a signé ensemble avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: M.-E. Delpech et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 21 mars 2013. LAC/2013/13113. Reçu douze euros (EUR 12,-).

Le Receveur ff. (signée): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mars 2013.

Martine SCHAEFFER.

Référence de publication: 2013042830/114.

(130051864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2013.

Resolution III Glasgow Nominee S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: GBP 10.138,42.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 135.374.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2013.

Référence de publication: 2013042842/11.

(130051990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2013.

TC Mondorf Asbl, Association sans but lucratif.

Siège social: L-5610 Mondorf-les-Bains, avenue des Bains.

R.C.S. Luxembourg F 4.829.

I. Dénomination, Siège et But

Art. 1^{er}. L'association sans but lucratif est dénommée TC Mondorf ASBL. Elle est affiliée à la Fédération Luxembourgeoise de Tennis (FLT). Elle a été fondée en 1950 et depuis l'assemblée générale extraordinaire du 10. Mai 1988, elle prend la dénomination d'ASBL.

Art. 2. L'association est régie par

- les dispositions de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif;
- les dispositions des présents statuts;
- les règlements d'exécution internes élaborés par le comité.

Art. 3. Le siège social est établi au Parc Thermal, avenue des Bains, L-5610 Mondorf-les-Bains.

Art. 4. La durée de l'association est illimitée.

Art. 5. L'association a pour but de pratiquer et de promouvoir le tennis, de cultiver l'esprit de sportivité et de camaraderie entre ses membres et de faire tous les actes quelconques se rattachant à ce but et pouvant en faciliter l'accomplissement. Elle peut s'affilier à toutes organisations nationales ou internationales ayant un but identique au sein.

II. Membres, Démission et Cotisation

Art. 6. L'association se compose de

- membres actifs;
- membres passifs;
- membres d'honneurs.

Seuls les membres actifs et inactifs ayant atteint l'âge de 18 ans accomplis le jour de l'assemblée et ayant une carte de membre de l'association depuis au moins 1 an, ont droit de vote aux assemblées générales.

Art. 7. Sont considérés comme membres actifs, tous ceux qui pratiquent le tennis de compétition et de loisir sous les couleurs de l'association ainsi que les membres qui exercent un mandat au sein de l'association, tous détenteurs d'une licence valable de la FLT.

Art. 8. Sont considérés comme membres inactifs, tous ceux qui en dehors de tout mandat prêtent leur assistance à l'accomplissement de l'objet social et qui sont détenteur d'une licence valable de la FLT.

Art. 9. Sont considérés comme membres d'honneurs, les personnes ayant payé une cotisation annuelle à l'association sans être inscrites aux registres des membres.

Art. 10. Pour devenir membre de l'association, il faut

- adresser une demande au comité;
- respecter les présents statuts;
- payer une cotisation annuelle.

Art. 11. La qualité de membre se perd par

- la démission volontaire;
- le non-paiement de la cotisation annuelle;
- l'exclusion pour
 - a) contravention intentionnelles aux intérêts de l'association;
 - b) refus de se conformer aux présents statuts;
 - c) comportement préjudiciable;
 - d) incompatibilité avec l'honnêteté et l'honneur sportif.

Sur proposition motivée du comité, l'exclusion est prononcée par l'assemblée générale statuant à la majorité des deux tiers des voix des membres présents. En cas de démission ou d'exclusion, le membre concerné n'a aucun droit sur les fonds sociaux et ne peut réclamer le remboursement des cotisations versées.

Art. 12. Le nombre de membres de l'association ne peut être inférieur à cinq.

Art. 13. La cotisation annuelle, qui ne peut excéder 150.- euros, est fixée chaque année par l'assemblée générale sur proposition motivée du comité.

III. Organes de l'association

Art. 14. Les organes de l'association sont

- l'assemblée générale ordinaire;
- l'assemblée générale extraordinaire;
- le comité;
- les réviseurs décaisse.

Art. 15. Sont de la compétence exclusive de l'assemblée générale

- la modification des statuts;
- la nomination des membres du comité;
- l'approbation de l'activité du comité ainsi que sa décharge;
- la décharge du rapport financier du trésorier;
- l'exclusion d'un membre;
- la fixation de la cotisation annuelle;
- la dissolution de l'association.

Art. 16. L'assemblée générale se réunit annuellement au courant du premier trimestre.

Art. 17. La convocation pour l'assemblée générale doit être faite par écrit et être accompagnée par l'ordre du jour de la réunion. Elle doit parvenir aux membres au moins dix jours avant la date fixée pour l'assemblée.

Toute proposition écrite, signée par un nombre de membres égal au dixième de la dernière liste annuelle des membres, présentée au président au moins huit jours avant l'assemblée, doit être portée à l'ordre du jour.

Art. 18. En cas d'empêchement, le membre peut se faire représenter aux assemblées générales par un autre membre sur base d'une procuration écrite, sans qu'il soit cependant permis à un membre de représenter plus d'un membre absent

Art. 19. Tous les membres ont un droit de vote égal dans l'assemblée générale et les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés, sauf dans les cas où il en est décidé autrement par les présents statuts ou la loi. En cas de partage des voix, il sera procédé à un nouveau vote. S'il en résulte une nouvelle égalité des voix, la décision est reportée à la réunion suivante.

L'assemblée générale décide, de cas en cas, si le vote a lieu par acclamation, par appel nominal, à main levée ou au secret. Le vote secret est obligatoire chaque fois qu'il y a des décisions à prendre concernant des personnes physiques.

Art. 20. Une assemblée générale ne peut valablement délibérer sur des modifications aux statuts que si l'objet de celles-ci est indiqué spécialement dans la convocation et si l'assemblée réunit les deux tiers des membres. Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix.

Si les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoqué une seconde réunion qui pourra délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés, mais, dans ce cas, la décision sera soumise à l'homologation du tribunal civil.

Art. 21. L'administration de l'association est confiée à un comité se composant de cinq membres au minimum et de 13 membres au maximum.

Les membres du comité sont élus par l'assemblée générale à la majorité simple des voix exprimées. Si le nombre des candidats est égal ou inférieur à celui des postes vacants, l'assemblée peut dispenser de procéder au vote.

Art. 22. Les membres du comité sont élus pour une durée de deux ans. Le roulement est fixé de telle manière que chaque année seulement la moitié des membres du comité est démissionnaire.

Art. 23. Le comité gère les affaires de l'association, traite les questions d'actualité et prend toutes les initiatives nécessaires en ce qui concerne l'administration de l'association. Il est habilité à prendre des décisions dans tous les domaines à l'exception de celles qui relèvent de la compétence de l'assemblée générale.

Art. 24. Le comité élit en son sein le président, le vice-président, le secrétaire et le trésorier. Il peut attribuer des responsabilités spécifiques à certains de ces membres.

Art. 25. Le président représente officiellement le comité et assure l'exécution des statuts. Il fait convoquer et dirige les réunions du comité et les assemblées générales.

Art. 26. Le vice-président assiste le président dans l'exercice de ses fonctions et le remplace en son absence.

Art. 27. Le secrétaire est chargé des écritures de l'association à l'exception de celles qui se rapportent à la gestion du trésor.

Art. 28. Le trésorier est chargé de la tenue des livres de la comptabilité, du recouvrement des cotisations et du contrôle des listes d'affiliation. Il veille à la rentrée de toutes autres créances et effectue le paiement des dépenses votées par le comité.

Pour chaque exercice, le trésorier établit le compte des recettes et des dépenses qui, après vérification par les réviseurs de caisse, est soumis à l'assemblée générale pour approbation.

Art. 29. Le comité désigne parmi ses membres 3 mandataires ayant le pouvoir de mouvementer les comptes bancaires, dont le président, le trésorier et un autre membre désigné par le comité.

Art. 30. L'assemblée générale désigne chaque année deux réviseurs de caisse qui ne peuvent faire partie du comité. Le bilan dressé par le trésorier pour l'exercice écoulé est soumis aux réviseurs de caisse au moins huit jours avant la date fixée pour l'assemblée générale. L'exercice social commence le 1^{er} octobre et se termine le 30 septembre de l'année suivante.

IV. Dissolution

Art. 31. En cas de dissolution, l'assemblée générale décidera par vote majoritaire du mode de liquidation ainsi que l'affectation de l'excédent actif.

Fait à Mondorf-les-Bains le 5 février 2013.

Référence de publication: 2013042495/116.

(130051523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Prospector Offshore Drilling Rig Construction S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 165.643.

—
In the year two thousand and thirteen, on the eighth day of March.

Before the undersigned, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Prospector New Building S.à r.l. (formerly Prospector Offshore Drilling (Cayman) Ltd.), a société à responsabilité limitée, existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 165 372,

duly represented by Mr. Alexandre Gobert, maître en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg, on 1 March 2013.

The said proxy, initialled 'ne varietur' by the proxy of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to enact that it is the sole partner of Prospector Offshore Drilling Rig Construction S.à r.l. (formerly Prospector Offshore Drilling Rig Construction (Cayman) Ltd.), company incorporated in the Cayman Islands pursuant to the memorandum and articles of associations registered with the Cayman Islands trade and company register on 17 January 2011, having its registered office at 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, with a share capital of twenty thousand one US dollar (USD 20,001.-), registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 165 643 (the "Company"), transferred in the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a deed of the undersigned notary, on the 6 December 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 322 of 7 February 2012. The articles of incorporation of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, dated 16 January 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1280 of 23 May 2012.

The appearing party represents the whole corporate capital and may validly decide to amend the articles of incorporation of the Company as follows:

Sole resolution

The sole partner decides to amend the article 2 of the articles of association of the Company as follows:

"The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

In addition, the Company may provide commercial services of management, coordination and control of the design, construction, testing and delivery of jack-up drilling rigs and all ancillary services.

The Company also may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes."

WHEREOF, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English and followed by a French version; on request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxy of the appearing party known to the notary by his name, first name, civil status and residence, this person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le huit mars.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Prospector New Building S.à r.l. (anciennement Prospector New Building (Cayman) Ltd.), une société à responsabilité limitée, existant sous les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 165 372,

dûment représentée par Monsieur Alexandre Gobert, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

La procuration signée "ne varietur" par le mandataire de la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire pour acter qu'elle est l'associé unique de Prospector Offshore Drilling Rig Construction S.à r.l. (anciennement Prospector Offshore Drilling (Cayman) Ltd.), une société constituée aux Iles Caïmans conformément au memorandum and articles of associations enregistrés auprès du Registre de Commerce des Iles Caïmans le 17 janvier 2011, ayant son siège social au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, avec un capital social de vingt mille un US dollars (USD 20.001.-), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 165 643 (la «Société»), transférée au Grand-Duché de Luxembourg suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 6 décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 322 du 7 février 2012. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte notarié du notaire soussigné, en date du 16 janvier 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1280 en date du 23 mai 2012.

La comparante représente l'intégralité du capital social et peut valablement décider de modifier les statuts comme suit:

Résolution unique

L'associé unique décide de modifier l'article 2 des statuts de la Société afin qu'il ait désormais la teneur suivante:

«La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

De plus, la Société peut fournir des services commerciaux de gestion, de coordination et de contrôle de la conception, la construction, les essais et la livraison des plates-formes de forage auto-élevatrices et de fournir tout service accessoire.

La Société pourra aussi exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de ses objets.»

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. GOBERT, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 12 mars 2013. Relation: EAC/2013/3343. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013043269/89.

(130052873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2013.

Diamond Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.040,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 175.115.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 avril 2013.

Référence de publication: 2013043082/11.

(130052319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2013.

CQLT SaarGummi Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5544 Remich, 9, Op der Kopp.

R.C.S. Luxembourg B 156.218.

In the year two thousand thirteen, on the twelfth of March.

Before Maître Joseph ELVINGER, notary public residing at Luxembourg.

Is held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of CQLT SaarGummi Holding S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9, Op der Kopp, L-5544 Remich, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 156.218, with an issued share capital amounting to EUR 12,500.-, fully paid-up and subscribed and divided into 1,250,000 shares with each a par value of EUR 0.01.

THERE APPEARED:

CQLT International Investment Holding (HK) Limited, a limited company incorporated under the laws of Hong Kong, having its registered office at 99, Queen's Road Central, Hong Kong - 31/F, registered with the Hong Kong companies registration under registration number 1594854 (the "Sole Shareholder")

here represented by Mr. Daniel Boone, attorney-at-law, having his professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy established on 24 February 2013

The proxy signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary shall remain appended herewith to be filed with the registration authorities.

The appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to enact the following:

1. The appearing party is the sole shareholder of the Company. As a result, ALL and WHOLE of the 1,250,000 shares currently issued in the share capital of the Company are represented at this extraordinary general shareholders' meeting

of the Company (the "Meeting"). The Sole Shareholder declares having been informed in advance of the agenda of the Meeting and waived all convening requirements and formalities. The Meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate and take the appropriate resolutions;

2. Approval of the merger (the "Merger" and the "Merger Approval")) between the Company, acting as the absorbed company (the "Absorbed Company") and another company fully held and controlled by the Sole Shareholder, namely SaarGummi technologies S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg having its registered office at 9, Op der Kopp, L-5544 Remich, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 108.936, with an issued share capital amounting to EUR 67,820,750.-, fully paid-up and subscribed and divided into 2,712,830 shares with each a par value of EUR 25.- (the "Absorbing Company", and together with the Absorbed Company, the "Merging Companies");

After the foregoing was approved by the Meeting, the Sole Shareholder takes the following sole resolution:

Sole resolution

After having duly noted that the common merger plan between the Merging Companies (the "Common Merger Plan") had been approved by the Merging Companies pursuant to a notarial deed dated 19th December 2012, as further published in the Mémorial, Section C, n° 124, dated 18th January 2013, pages 5942-5947, and that all conditions and formalities previously required for the purpose of this Merger Approval have been fulfilled, there exit no shareholder with special right and no advantage has been granted to special experts, the Meeting resolves to approve the Merger, in full accordance with Article 272 of the Luxembourg law of 10th August 1915 on commercial companies, as amended (the "Companies' Law").

The Sole shareholder gives discharge to the managers of the company and decides that the Absorbed company shall be dissolved and that all the documents will be kept at the registered office of absorbing company.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which will be borne by the Company as a result of the Merger Approval are estimated at approximately 1.300,- Euros.

Declaration

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française:

L'an deux mille treize, le douze mars.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des associés de CQLT SaarGummi Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège statutaire à 9, Op der Kopp, L-5544 Remich, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 156.218, ayant un capital social de EUR 12.500,-, intégralement souscrit et libéré et divisé en 1.250.000 parts sociales, chacune d'une valeur nominale de EUR 0,01.

A COMPARU:

CQLT International Investment Holding (HK) Limited, une société constituée sous l'empire du droit de Hong Kong, ayant son siège statutaire à 99, Queen's Road Central, Hong Kong - 31/F, immatriculée auprès du registre des sociétés de Hong Kong sous le numéro d'immatriculation 1594854 ("Associé Unique"),

Telle que représentée par Daniel Boone, Avocat à la Cour, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration à lui donnée le 24 février 2013

Ladite procuration, signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

La partie comparante, telle que représentée, a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte qui suit:

1. La partie comparante est le seul associé de la Société. Par suite, l'intégralité des 1.250.000 parts sociales présentement émises dans le capital social de la Société sont représentées à cette assemblée extraordinaire de la Société ("Assemblée"). L'Associé Unique déclare avoir été informé par avance de l'agenda de l'Assemblée et a renoncé à toutes formalités de convocation. L'Assemblée est par conséquent valablement constituée et peut valablement délibérer et prendre des résolutions.

2. Approbation de la fusion par absorption (la "Fusion" et l'"Approbation de la Fusion") entre la Société, agissant en qualité de société absorbée (la "Société Absorbée") et une autre société intégralement détenue par l'Associé Unique, à savoir SaarGummi technologies S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège statutaire à Op der Kopp, L-5544 Remich, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 108.936, ayant un capital social de EUR 67,820,750.-, intégralement souscrit et libéré et divisé en 2,712,830 parts sociales, chacune d'une valeur nominale de EUR 25,- (la "Société Absorbante", et ensemble avec la Société Absorbée, les "Sociétés Fusionnantes");

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'Assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité la résolution unique suivante:

Résolution unique

Après avoir noté que le projet commun de fusion entre les Sociétés Fusionnantes (le "Projet Commun de Fusion") a été approuvé en vertu d'un acte notarié en date du 19 décembre 2012, tel que publié au Mémorial, Section C, n° 124, en date du 18 janvier 2013, pages 5942-5947, et que toutes les conditions et formalités préalables à l'Approbation de la Fusion ont été respectées, il n'existe aucun associé ayant des droits spéciaux et aucun avantage n'a été accordé à des experts, l'Assemblée décide d'approuver la Fusion, conformément à l'Article 272 de la loi du août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée ("LSC").

L'associé unique décide de donner décharge aux gérants pour l'exercice de leur mission, la société est dissoute et les documents sociaux seront conservés au siège de la société absorbante.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de 1.300 Euros.

Déclaration

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: D. BOONE, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 15 mars 2013. Relation: LAC/2013/12007. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2013042598/110.

(130051820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2013.

Take-Off Light Aircraft S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9391 Reisdorf, 29, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 176.222.

—
STATUTS

L'an deux mil treize, le quatorze mars.

Par-devant Maître Léon Thomas dit Tom METZLER, notaire de résidence à Luxembourg.

ONT COMPARU:

1) Monsieur Nicolas WOLFF, technicien informatique, né à Rocourt (Belgique) le 15 juillet 1965, demeurant à B-6800 Bernimont, La Hesse, 15;

2) Monsieur Francis BIOT, comptable, né à Nivelles (Belgique), le 21 mars 1958, demeurant à L-9391 Reisdorf, 29, rue de la Gare.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux:

Art. 1^{er}. La société à responsabilité limitée prend la dénomination de "TAKE-OFF LIGHT AIRCRAFT S.à r.l."

Art. 2. Le siège de la société est établi à Reisdorf. Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'assemblée générale des associés.

Art. 3. La société a pour objet tant pour son propre compte que pour compte de tiers ou en participation avec des tiers, toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement, entièrement ou partiellement à:

1. l'achat et la vente de matériel aéronautique;
2. l'achat, la vente et la location d'aéronefs;
3. l'achat et la vente de matériel informatique;
4. la représentation commerciale pour tous types de produits et d'entreprises;

étant entendu que les énumérations qui précèdent n'ont rien de limitatif et doivent être interprétées dans le sens le plus large.

En outre, la société pourra exercer toute autre activité commerciale à moins qu'elle ne soit spécialement réglementée. D'une façon générale, elle pourra faire toutes les opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Art. 4. La durée de la société est illimitée.

Art. 5. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société pour finir le trente et un décembre deux mil treize.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) représenté par cinq cents (500) parts sociales de vingt-cinq euros (EUR 25.-) chacune.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle dans l'actif social et dans les bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués par décision des associés.

A moins que les associés n'en décident autrement, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances.

Art. 10. Simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement à celles-ci, ils ne seront responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 11. Le décès, l'interdiction ou la faillite de l'un des associés n'entraîneront pas la dissolution de la société. Les héritiers de l'associé prédécédé n'auront pas le droit de faire apposer des scellés sur les biens et valeurs de la société. Pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans le dernier bilan social.

Art. 12. Chaque année, le 31 décembre, il sera dressé un inventaire de l'actif et du passif de la société. Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- cinq pour cent (5,00 %) pour la constitution d'un fonds de réserve légal, dans la mesure des dispositions légales;
- le solde restera à la libre disposition des associés.

Art. 13. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés.

Art. 14. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, l'associé unique exerce les mêmes pouvoirs que ceux attribués à l'assemblée des associés dans la société à responsabilité limitée.

Les décisions de l'associé unique prises dans ce cadre sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit. De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établis par écrit. Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans les conditions normales.

Art. 15. Tous les points non expressément prévus aux présents statuts seront déterminés en accord avec la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures.

Souscription et Libération

Les cinq cents (500) parts sociales ont été souscrites comme suit:

1.- par Monsieur Nicolas WOLFF, prénommé, quatre cent quatre-vingt-quinze parts sociales,	495
2.- par Monsieur Francis BIOT, prénommé, cinq parts sociales,	5
Total: cinq cents parts sociales,	500

Toutes les cinq cents (500) parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ce que les associés reconnaissent mutuellement.

59600

Frais

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à mille euros (EUR 1.000.-).

Déclaration

Les associés déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réelles de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits ayant servi à la libération du capital social n'ont pas provenu d'activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou d'actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme), respectivement que la société ne se livre pas à des activités ci-dessus émargées.

Assemblée générale extraordinaire

Ensuite les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

- L'adresse de la société est à L-9391 Reisdorf, 29, rue de la Gare.
- Est nommé gérant unique pour une durée indéterminée, Monsieur Nicolas WOLFF, prénommé.
- La société se trouve engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de son gérant unique.

DONT ACTE, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg-Bonnevoie, en l'Etude.

Et après lecture faite et interprétation donnée en une langue d'eux connue aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Nicolas WOLFF, Francis BIOT, Tom METZLER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 15 mars 2013. Relation: LAC/2013/12063. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mars 2013.

Tom METZLER.

Référence de publication: 2013042496/95.

(130051332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2013.

Sunrise Communications Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 155.672.

Les comptes consolidés au 01/01/2012 - 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013047548/10.

(130057471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Muzinich European Private Debt Fund, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 176.286.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the nineteenth day of the month of March.

Before Maître Edouard Delosch, notary, residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1) Muzinich European Private Debt, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly incorporated under the laws of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-), with registered office at 49 avenue J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and in the process of being registered with the Registre du Commerce et des Sociétés of Luxembourg,

here represented by Victorien Hemery, Avocat à la Cour, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in New York City (United States of America) on 19 March 2013;

2) Muzinich & Co., Ltd., a company incorporated and organised under the laws of England, having its registered office at 15 Portland Place, London W1B 1PT, United Kingdom, and registered with the English Trade and Companies Register under number 03852444,

here represented by Victorien Hemery, Avocat à la Cour, with professional address in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in New York City (United States of America) on 15 March 2013;

The said proxies, initialled "ne varietur" by the appearing parties and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting in their hereabove stated capacity, have required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a Luxembourg société en commandite par actions (SCA) qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (SICAV-SIF) which he declares organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

Chapter I - Form, Term, Object, Registered office

Art. 1. Name and Form. There exists among the existing shareholders and those who may become owners of shares in the future, a company in the form of a société en commandite par actions (SCA) qualifying as a société d'investissement à capital variable (SICAV) - fonds d'investissement spécialisé (SIF) under the name of "Muzinich European Private Debt Fund" (hereinafter the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration.

The General Partner (as defined below) is entitled to determine the period for which the Compartments (as defined hereafter) of the Company are established and, if any, the terms and conditions of their prorogation.

In any case, the Company may enter into liquidation at any time upon proposition of the General Partner by a resolution of the general meeting of the shareholders subject to the quorum and majority requirements necessary for the amendment of the articles of incorporation of the Company (the "Articles").

Art. 3. Purpose. The purpose of the Company is the collective investment of its funds in assets in order to spread the investment risks and to ensure for its shareholders the benefit of the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and conduct any operations it sees fit for the purpose of achieving or developing its object in accordance with the law dated 13 February 2007 relating to specialized investment funds, as such law may be amended (the "Law of 13 February 2007").

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company shall be in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner. Within the same district, the registered office may be transferred through simple resolution of the General Partner.

Chapter II - Capital

Art. 5. Share capital. The capital of the Company shall be represented by shares of no nominal value and shall at any time be equal to the total value of the net assets of the Company and its Compartments (as defined below), if any. The minimum share capital of the Company cannot be lower than the level provided for by the Law of 13 February 2007, i.e. one million two hundred and fifty thousand Euros (EUR 1,250,000.-). Such minimum share capital must be reached within a period of twelve months after the date on which the Company has been authorized as a specialised investment fund under the Law of 13 February 2007.

The initial share capital is thirty one thousand Euros (EUR 31,000.-).

Art. 6. Compartments. The Company shall be an umbrella structure within the meaning of article 71 of the Law of 13 February 2007.

The General Partner may, at any time, decide to create different compartments or sub-funds (each a "Compartment"). In such event, it shall assign a particular name to them, which it may amend, and may limit or extend their lifespan if it sees fit.

The shares to be issued in a Compartment pursuant to article 7 below, may, as the General Partner shall determine, be of one or more different classes (hereinafter each a "Class"), the features, terms and conditions of which shall be described in the issuing document of the Company (the "Issuing Document"). The Classes of shares may, as the General Partner shall determine, be of one or more different series (hereinafter "Series").

The proceeds from the issuance of shares of any Class shall be invested pursuant to the investment policy determined by the General Partner for the Compartment that comprises the relevant Class, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the General Partner.

The Company constitutes a single legal entity, but the assets of each Compartment shall be invested for the exclusive benefit of the shareholders of the corresponding Compartment and the assets of a specific Compartment are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that Compartment.

For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Compartment shall, if not expressed in Euro (EUR), be converted into Euro (EUR) and the share capital shall be the total of the net assets of all Compartments and Classes of shares.

Chapter III - Shares

Art. 7. Form of shares. The shares of the Company shall be issued in registered form only.

All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by him and the amounts paid.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders evidences his right of ownership on such registered shares. The General Partner shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The share certificates, if any, shall be signed by the members of the General Partner. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized therefore by the General Partner; in this latter case, the signature shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the General Partner may determine.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into the register of shareholders by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

A duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Company may determine, including but not restricted to a bond issued by an insurance company, if a shareholder so requests and proves to the satisfaction of the Company that his share certificate has been lost, damaged or destroyed. The new share certificate shall specify that it is a duplicate. Upon its issuance, the original share certificate shall become void.

Damaged share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

The Company may decide to issue fractional shares up to three decimal places. Such fractional shares shall not be entitled to vote except to the extent their number held by a shareholder is such that they represent a whole share in which case they confer a voting right; they shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Compartment or Class of shares on a pro rata basis.

Art. 8. Classes of shares. The share capital of the Company is represented by several classes of shares (each a "Class" and together the "Classes") which shall initially be as follows:

- "Management Share": one (1) share which has been subscribed by the General Partner as unlimited shareholder (actionnaire gérant commandité) of the Company;
- "shares": an ordinary Class of shares which shall be subscribed by limited shareholder(s) (actionnaire(s) commanditaire (s)), and which are entitled to distribution rights as further described in the Issuing Document;

The General Partner may, in the future, offer new Classes of shares without approval of the shareholders. Such new Classes of shares may be issued on terms and conditions that differ from the existing Classes of shares, including, without being limitative, the amount of the management fee attributable to those shares, and other rights relating to liquidity of shares. In such a case, the Issuing Document shall be updated accordingly.

Any future reference to a Compartment shall include, if applicable, each class and type of share making up this Compartment and any reference to a type shall include, if applicable, each sub-type making up this type.

Art. 9. Issue of shares. The shares of the Company are exclusively restricted to institutional, professional or other well-informed investors within the meaning of the Law of 13 February 2007 (the "Eligible Investors") and the Company will refuse to issue shares to the extent the legal or beneficial ownership thereof would belong to persons or companies which do not qualify as Eligible Investor within the meaning of the Law of 13 February 2007.

The General Partner is authorized, without limitation, to issue an unlimited number of shares within each Compartment at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued under the terms and conditions stressed in the Issuing Document.

The General Partner may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any Class and/or in any Compartment; the General Partner may, in particular, decide that shares of any Class and/or of any Compartment shall only be offered for subscription (i) in the context of one or several closings or (ii) continuously at a specified periodicity, as indicated in the Issuing Document.

Subject to the right of the General Partner to accept subscriptions for shares for a lesser amount and unless otherwise described for each Compartment in the Issuing Document, the minimum investment and holding requirement per investor is one hundred and twenty five thousand Euros (EUR 125,000.-).

Art. 10. Redemption of shares. Some Compartments are closed-ended, which means that unilateral redemption requests by the shareholders may not be accepted by the Company, other Compartments may be open-ended and other Compartments may provide for a lock-up during which unilateral redemption requests may not be accepted but which become open-ended after the end of such lock-up period, as specified for each Compartment in the Issuing Document.

However, the Company may redeem shares whenever the General Partner considers a redemption be in best interest of the Company. Redemptions will be made under the terms, conditions and procedures set forth by the General Partner as described in the Issuing Document and other sales documents for the shares and within the limits provided by law and these Articles.

Notwithstanding the above, the shares subscribed by the founding shareholders (with the exception of the Management Share) at the incorporation of the Company may be redeemed at the request of such founding shareholders at their subscription price on or about the date on which shares are first issued to Eligible Investors upon the terms of the Issuing Document.

In addition thereto, shares of the Company may be redeemed compulsorily if (i) the shareholder ceases to be or is found not to be an Eligible Investor within the meaning of article 2 of the Law of 13 February 2007, or, more generally, (ii) when a shareholder qualifies as a prohibited person or defaulting shareholder pursuant to the Issuing Document or other sales documents or (iii) following a transfer of shares which has been made in breach of the Articles. Such compulsory redemption shall be made under the terms, conditions and procedures described in the Issuing Document.

The Company shall have the right, if the General Partner so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder who agrees, in specie by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with such Class of shares equal in value (calculated in the manner described in Article 13) as of the Valuation Date (as defined in the Issuing Document), on which the redemption price is calculated, to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares of the relevant Class of shares and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor of the Company ("réviseur d'entreprises agréé").

The costs of any such transfer shall be borne by the transferee.

All redeemed shares may be cancelled.

Art. 11. Transfer of shares. Shares of any Class may only be transferred, pledged or assigned with the written consent of the General Partner. Any transfer or assignment of shares is subject to the purchaser or assignee thereof fully and completely assuming in writing prior to the transfer or assignment, all outstanding obligations of the seller under the subscription agreement entered into by the seller.

Any transfer or assignment of Shares is subject to the purchaser, pledge or assignee thereof fully and completely assuming in writing, prior to the transfer, pledge or assignment, all outstanding obligations of the seller under the subscription or commitment form entered into by the seller.

The General Partner shall not accept any transfer of shares to any transferee who may not be considered as an Eligible Investor.

Art. 12. Conversion. Unless otherwise is expressly foreseen in the Issuing Document as to the contrary, shareholders are not authorized to convert shares from one Compartment into another Compartment or from one Class into another within the same or another Compartment.

Art. 13. The net asset value. The net asset value of the shares of each Compartment is expressed in the currency set by the General Partner as disclosed in the Issuing Document as the "Reference Currency".

The General Partner sets the Valuation Dates, and the methods whereby the net asset value is made public, in compliance with the legislation in force.

A. The assets of each Compartment include:

- all cash in hand or on deposit, including any outstanding accrued interest;
- all bills and promissory notes and accounts receivable, including outstanding proceeds of any sale of securities;

- all debts, convertible debts as well as securities, shares, bonds, time notes, debenture stocks, options or subscription rights, warrants, money market instruments, and all other investments and transferable securities belonging to the relevant Compartment;

- all dividends and distributions payable to the Compartment either in cash or in the form of stocks and shares (the Company may, however, make adjustments to account for any fluctuations in the market value of transferable securities resulting from practices such as ex-dividend or ex-claim negotiations);

- all outstanding accrued interest on any interest-bearing securities belonging to the Compartment, unless this interest is included in the principal amount of such securities;

- The Company's or relevant Compartment's preliminary expenses, to the extent that such expenses have not already been written-off;

- The Company's or relevant Compartment's other fixed assets, including office buildings, equipment and fixtures; and

- all other assets whatever their nature, including the proceeds of swap transactions and advance payments.

The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated basis for yearly or for other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

C. The value of the Company's assets shall be determined as follows:

- the value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be equal to the entire amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the General Partner may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

- the value of all portfolio securities and money market instruments or derivatives that are listed on an official stock exchange or traded on any other Regulated Market will be based on the last available price on the principal market on which such securities, money market instruments or derivatives are traded, as supplied by a recognized pricing service approved by the General Partner. If such prices are not representative of the fair value, such securities, money market instruments or derivatives as well as other permitted assets may be valued at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith by and under the direction of the General Partner;

- the value of securities and money market instruments which are not quoted or traded on a Regulated Market will be valued at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith by and under the direction of the General Partner; investments in private equity securities will be valued at a fair value under the direction of the General Partner in accordance with appropriate professional standards, such as, without limitation, the Valuation Guidelines published by the European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA);

- the amortized cost method of valuation for short-term transferable debt securities in certain Compartments of the Company may be used. This method involves valuing a security at its cost and thereafter assuming a constant amortization to maturity of any discount or premium regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the security. While this method provides certainty in valuation, it may result during certain periods in values which are higher or lower than the price which the Compartment would receive if it sold the securities. For certain short term transferable debt securities, the yield to a Shareholder may differ somewhat from that which could be obtained from a similar compartment which marks its portfolio securities to market each day;

- the value of the participations in investment funds shall be based on the last available valuation. Generally, participations in investment funds will be valued in accordance with the methods provided by the instruments governing such investment funds. These valuations shall normally be provided by the investment fund administrator or valuation agent of an investment fund. To ensure consistency within the valuation of each Compartment, if the time at which the valuation of an investment fund was calculated does not coincide with the valuation time of any Compartment, and such valuation is determined to have changed materially since it was calculated, then the Net Asset Value may be adjusted to reflect the change as determined in good faith by and under the direction of the General Partner;

- the valuation of derivatives traded over-the-counter (OTC), such as swaps, forward or option contracts not traded on exchanges or other recognized markets, will be based on their market value, which itself depends on various factors (e.g. level of volatility of the underlying asset, market interest rates, residual term of the OTC derivative) and will be determined in good faith by the General Partner and according to generally accepted market practices and valuation methods/models. Any adjustments required as a result of issues and redemptions are carried out by means of an increase or decrease in the nominal of the OTC derivative, traded at their market value at the adjustment date;

- the value of other assets will be determined prudently and in good faith by and under the direction of the General Partner in accordance with the relevant valuation principles and procedures.

The General Partner, at its discretion and as agreed with the auditor, may authorize the use of other methods of valuation if it considers that such methods would enable the fair value of any asset of the Company to be determined more accurately.

Where necessary, the fair value of an asset is determined by the General Partner, or by a committee appointed by the General Partner, or by a designee of the General Partner.

Any assets or liabilities in other currencies other than the reference currency of the Company will be converted at said valuation date using the relevant spot rate quoted by a bank or other responsible financial institution.

If a Compartment holds Shares in another Compartment, in any case, as long as these Shares are held by the Company, their value shall not be taken into account for the calculation of the Company's net assets for the control of the minimum threshold of net assets imposed by the Law of 13 February 2007.

All valuation, regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with Luxembourg generally accepted accounting principles.

For each Compartment, adequate provisions will be made for expenses incurred and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria.

In the absence of bad faith, wilful default, gross negligence or manifest error, every decision to determine the Net Asset Value taken by the General Partner or by any bank, company or other organization which the General Partner may appoint for such purpose, shall be final and binding on the Company and present, past or future Shareholders.

Art. 14. Allocation of assets and Liabilities among the compartments. For the purpose of allocating the assets and liabilities between the Compartments, the General Partner has established a portfolio of assets for each Compartment in the following manner:

(a) the proceeds from the issue of each security of each Compartment are to be applied in the books of the Company to the portfolio of assets established for that Compartment and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such portfolio subject to the following provisions;

(b) where any asset is derived from another asset, such derivative asset is applied in the books of the Company to the same portfolio as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value is applied to the relevant portfolio;

(c) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular portfolio or to any action taken in connection with an asset of a particular portfolio, such liability is allocated to the relevant portfolio;

(d) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular portfolio, such asset or liability is allocated to all the portfolios in equal parts or, if the amounts so justify, pro rata to the net asset values of the relevant Compartments;

(e) upon the payment of dividends to the holders of securities in any Compartment, the net asset value of such Compartment shall be reduced by the amount of such dividends.

Towards third parties, the assets of a given Compartment will be liable only for the debts, liabilities and obligations concerning that Compartment. In relations between shareholders, each Compartment is treated as a separate entity.

Art. 15. Suspension of calculation of the net asset value. The Company may suspend the determination of the Net Asset Value and/or, where applicable, the subscription, redemption and/or conversion of Shares, for one or more Compartments, in the following cases:

- when the stock exchange(s) or market(s) that supplies/supply prices for a significant part of the assets of one or more Compartments, is/are closed, or in the event that transactions on such a market are suspended, or are subject to restrictions, or are impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices;

- when the information or calculation sources normally used to determine the value of a Compartment's assets are unavailable, or if the value of a Compartment's investment cannot be determined with the required speed and accuracy for any reason whatsoever;

- when exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions of a Compartment or if purchase or sale transactions of a Compartment cannot be executed at normal rates;

- when the political, economic, military or monetary environment, or an event of force majeure, prevent the Company from being able to manage normally its assets or its liabilities and prevent the determination of their value in a reasonable manner;

- when, for any other reason, the prices of any significant investments owned by a Compartment cannot be promptly or accurately ascertained;

- when the Company or any of the Compartments is/are in the process of establishing exchange parities in the context of a merger, a contribution of assets, an asset or share split or any other restructuring transaction; and

- when there is a suspension of redemption or withdrawal rights by any investment fund in which the Company or the relevant Compartment is invested.

In the event of exceptional circumstances which could adversely affect the interests of the Shareholders or insufficient market liquidity, the General Partner reserves its right to determine the Net Asset Value of the Shares of a Compartment only after it shall have completed the necessary purchases and sales of securities, financial instruments or other assets on the Compartment's behalf.

When Shareholders are entitled to request the redemption or conversion of their Shares, if any application for redemption or conversion is received in respect of any relevant Valuation Date (the "First Valuation Date") which either alone or when aggregated with other applications so received, is above the liquidity threshold determined by the General Partner for any one Compartment, the General Partner reserves the right in its sole and absolute discretion (and in the best interests of the remaining Shareholders) to scale down pro rata each application with respect to such First Valuation Date so that not more than the corresponding amounts be redeemed or converted on such First Valuation Date. To the

extent that any application is not given full effect on such First Valuation Date by virtue of the exercise of the power to pro-rate applications, it shall be treated with respect to the unsatisfied balance thereof as if a further request had been made by the Shareholder in respect of the next following Valuation Date and, if necessary, subsequent Valuation Dates, until such application shall have been satisfied in full. With respect to any application received in respect of the First Valuation Date, to the extent that subsequent applications shall be received in respect of following Valuation Dates, such later applications shall be postponed in priority to the satisfaction of applications relating to the First Valuation Date, but subject thereto shall be dealt with as set out in the preceding sentence.

The suspension of the calculation of the Net Asset Value and/or, where applicable, of the subscription, redemption and/or conversion of Shares, shall be notified to the relevant persons through all means reasonably available to the Company, and by a publication in the press, unless the General Partner is of the opinion that a publication is not necessary considering the short period of the suspension.

Such a suspension decision shall be notified to any Shareholders requesting redemption or conversion of their Shares.

Chapter IV - Administration and Management of the company

Art. 16. General partner.

16.1 The General Partner

The Company shall be managed by Muzinich European Private Debt (associé gérant commandité), a company incorporated under the laws of Luxembourg (the "General Partner").

16.2 Removal

The General Partner may only be removed by an amendment of the Articles approved by a general meeting of the Shareholders of the Company (the "General Meeting") in accordance with article 22 below.

Art. 17. Powers of the general partner. The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition within the purpose of the Company.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders are within the powers of the General Partner.

The General Partner is responsible for implementing the investment policy of the Company and its Compartments, subject to the risk diversification rules and investment restrictions set out in this Issuing Document.

The General Partner is also responsible for selecting the Depositary, the Domiciliary Agent, the Administrative Agent and Registrar and Transfer Agent and such other agents as appropriate.

Art. 18. Corporate signature. Towards third parties, the Company is validly bound by the joint signature of any two managers of the General Partner or by the signature(s) of any other person(s) to whom authority has been delegated by the General Partner.

Art. 19. Liability. The General Partner is jointly and severally liable for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company. The holders of shares shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their contributions to the Company.

Art. 20. Conflict of interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more of its manager or officers is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm.

Any manager or officer of the General Partner who serves as a manager, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 21. Indemnification. The General Partner and each member, manager, partner, shareholder, director, officer, employee, agent or controlling person of the General Partner, ("Indemnified Persons") will be entitled to indemnification to the fullest extent permitted by law out of the assets of the relevant Compartments against any cost, expense (including attorneys' fees), judgment and/or liability reasonably incurred by or imposed upon such person in connection with any action, suit or proceeding (including any proceeding before any administrative or legislative body or agency) to which such person may be made a party or otherwise involved or with which such person will be threatened by reason of being or having been an Indemnified Person; provided, however, that any such person will not be so indemnified with respect to any matter as to which such person is determined not to have acted in good faith in the best interests of the Company and the relevant Compartments or with respect to any manner in which such person acted in a grossly negligent manner or in material breach of the constitutive documents of the Company or any provisions of relevant service agreement. Notwithstanding the foregoing, advances from funds of the Company to a person entitled to indemnification hereunder for legal expenses and other costs incurred as a result of a legal action will be made only if the following three conditions are satisfied: (1) the legal action relates to the performance of duties or services by such person on behalf of the Company; (2) the legal action is initiated by a third party to the Company; and (3) such person undertakes to repay the advanced funds in cases in which it is finally and conclusively determined that it would not be entitled to indemnification hereunder.

The Company shall not indemnify the Indemnified Persons in the event of claim resulting from legal proceedings between the General Partner and each member, manager, partner, shareholder, director, officer, employee, agent or controlling person of the same.

Chapter V - General meetings

Art. 22. General meetings of shareholders. The general meeting of shareholders shall represent all the shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority of the votes validly cast, unless the item to be resolved upon relates to an amendment of the Articles, in which case the resolution will be passed with (i) a presence quorum of fifty (50) percent of the shares issued by the Company at the first call and, if not achieved, with no quorum requirement for the second call and (ii) the approval of a majority of at least two thirds (2/3) of the votes validly cast by the shareholders at the meeting and (iii) the consent of the General Partner.

The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg, either at the Company's registered office or at any other location in Luxembourg, to be specified in the notice of the meeting, at 4.00 p.m. (Luxembourg time) on the third Thursday of the month of May. If this day is not a business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next business day. The annual general meeting may be held abroad if the General Partner, acting with sovereign powers, decides that exceptional circumstances warrant this.

Other general meetings of shareholders may be held at the place and on the date specified in the notice of meeting.

General meetings of shareholders shall meet upon call by the General Partner pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight (8) days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders.

If all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each share, whatever its value, shall provide entitlement to one vote. Fractions of shares do not give their holders any voting right except to the extent their number is such that they form a whole share in which case they confer a voting right.

Shareholders may act either in person or by giving a written proxy to another person who needs not be a shareholder and may be the General Partner.

Art. 23. General meetings in a compartment or in a class of shares. Each amendment to the present Articles entailing a variation of rights of a Class or Classes issued in respect of any Compartment or of any Class of shares must be approved by a resolution of the shareholders' meeting of the Company and of separate meeting(s) of the holders of shares of the relevant Compartment or Class(es) of shares concerned.

The provisions of article 22 shall apply, mutatis mutandis, to such general meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. The fractions of shares do not confer any voting rights upon their holders except to the extent their number is such that they form a whole share in which case they confer a voting right.

Shareholders may act either in person or by giving a written proxy to another person who needs not be a shareholder and may be the General Partner.

Art. 24. Termination and Amalgamation of compartments or Classes of securities. The Compartments will be liquidated at the expiration of their period of time as further described in the Issuing Document.

Furthermore, in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalization, the General Partner may decide to redeem all the shares of the relevant Class or Classes at the net asset value per share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Date at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the holders of shares of the relevant Class or Classes of shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations: registered holders shall be notified in writing. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Compartment or of the Class of shares concerned may continue to request redemption of their securities free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the custodian bank of the Company for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this Article, the General Partner may decide to allocate the assets of any Compartment to those of another existing Compartment within the Company (the "New Compartment") and to redesignate the shares of the Class or Classes concerned as shares of the New Compartment (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this Article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the New Compartment), in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period. Shareholders who have not requested redemption will be transferred as of right to the New Compartment.

Furthermore, in other circumstances than those described in the first paragraph of this Article, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Compartment to another undertaking for collective investment or to another Compartment within such other undertaking for collective investment shall require a resolution of the shareholders of the Class or Classes of shares issued in the Compartment concerned, which must be passed with (i) a presence quorum of fifty (50) percent of the shares issued by the Company at the first call and, if not achieved, with no quorum requirement for the second call and (ii) the approval of a majority of at least two thirds (2/3) of the votes validly cast by the shareholders at the meeting and (iii) the consent of the General Partner. When such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based undertaking for collective investment, resolutions shall be binding only on such shareholders who have voted in favour of such amalgamation.

Chapter VI - Annual accounts

Art. 25. Financial year. The Financial Year shall be the calendar year starting on 1 January and ending on 31 December. The first Financial Year shall end on 31 December 2013.

The Company shall publish an annual report in accordance with the legislation in force.

Art. 26. Distributions. Within each Compartment, shares of whatever Class may be issued as capitalization shares and/or as distribution shares. The features of the shares available within each Compartment are set out in of the relevant Supplement of the Issuing Document.

The Company may declare annual or other interim distributions out from the investment income gains and realized capital and, if considered necessary to maintain a reasonable level of dividends, out of any other funds available for distribution.

Distributions prior to termination of the Compartment shall be made in principle in cash.

Upon termination of the Compartment and agreement of shareholders, payments may also include listed or unlisted securities or other assets of the Compartment, the value of which will be determined by the General Partner, supported by a valuation report from the auditor. Payment in kind shall be determined on an equitable basis amongst the Shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the General Partner shall determine from time to time.

Any distribution that has not been claimed within five (5) years of its declaration shall be forfeited and reverted to the Company.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

The Company shall not proceed to distributions, either by way of distribution of dividends or redemption of Shares, in the event the net assets of the Company would fall below the minimum foreseen in the Law of 13 February 2007, i.e. one million two hundred fifty thousand Euros (EUR 1,250,000.-).

Chapter VII - Auditor

Art. 27. Auditor. The Company shall have the accounting data contained in the annual report inspected by an auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the Company, which shall also fix his remuneration. The auditor shall fulfil all duties prescribed by law.

Chapter VIII - Depositary

Art. 28. Depositary. The Company will enter into a depositary agreement with a Luxembourg bank (the "Depositary") which meets the requirements of the Law of 13 February 2007.

The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 13 February 2007.

If the Depositary desires to withdraw, the General Partner shall use its best efforts to find a successor Depositary within two months of the effectiveness of such withdrawal.

Until the Depositary is replaced, which must happen within such period of two months, the Depositary shall take all necessary steps for the good preservation of the interests of the shareholders of the Company.

The General Partner may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in the place thereof.

Chapter IX - Dissolution - Liquidation

Art. 29. Dissolution - Liquidation. The Company may at any time upon proposition of the General Partner be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements necessary for the amendment of these Articles.

In addition and pursuant to the provisions of the Law of 13 February 2007, the liquidation of the last remaining Compartment shall result in the liquidation of the Company.

Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their power and compensation.

Liquidation will take place in accordance with applicable Luxembourg law. The net proceeds of the liquidation will be distributed to shareholders in proportion to their rights.

At the end of the liquidation process of the Company, any amounts that have not been claimed by the shareholders will be paid into the Caisse de Consignations, which keep them available for the benefit of the relevant shareholders during the duration provided for by law. After this period, the balance will return to the Grand Duchy of Luxembourg.

Chapter X - General provisions

Art. 30. Applicable law. In respect of all matters not governed by these Articles, the parties shall refer to the provisions of the law of 10 August 1915 on commercial companies and the amendments thereto, and the relevant law and regulations applicable to Luxembourg undertakings for collective investment, notably the Law of 13 February 2007.

Subscription and Payment

The share capital of the Company has been subscribed as follows:

Name of Subscriber	Number of subscribed shares
1.- Muzinich European Private Debt	One (1) Management Share
2.- Muzinich & Co., Ltd.	Three hundred and nine (309) Shares

Upon incorporation, the Management Share and the shares were fully paid-up, as it has been justified to the undersigned notary.

The subscribers declared that upon determination by the General Partner, pursuant to the Articles, of the various Classes of shares which the Company shall have, they will elect the Class or Classes of shares to which the shares subscribed to shall appertain.

The amount of thirty-one thousand euro (EUR 31,000.-) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall end on 31 December 2013.

The first general annual meeting of shareholders shall be held in 2014.

The first annual report of the Company will be the annual report as of 31 December 2013.

Statements

The undersigned Notary states that the conditions provided for in article 26 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand two hundred euro (EUR 1,200.-).

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately held an extraordinary general meeting. Having first verified that it was regularly constituted, the meeting took the following resolutions:

Sole resolution

The registered office of the Company shall be at 49 avenue J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, at the office of the undersigned notary, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing parties, known to the notary by her name, first name, civil status and residence, said person signed together with the notary the present deed.

Signé: V. HEMERY, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 22 mars 2013. Relation: DIE/2013/3763. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Releveur (signé) pd: RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 02 avril 2013.

Référence de publication: 2013043219/527.

(130052779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2013.

**GroupM S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. WPP Luxembourg Beta Sàrl).**

Capital social: EUR 33.532.552,80.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 79.015.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-first day of March.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of WPP Luxembourg Beta S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with registered office at 124, Boulevard de la Pétrusse in L-2330 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 79.015 and having a share capital of EUR 3,488,782,681 (the Company), incorporated on 21 November 2000 pursuant to a deed of Maître Gérard Lecuit, notary then residing in Hesperange, Grand Duchy of Luxembourg, which deed has been published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C - N° 421 of 8 June 2001 and whose articles of association (the Articles) have been amended several times and for the last time on 27 November 2012 pursuant to a deed of the undersigned notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C - number 138 of 19 January 2013.

THERE APPEARED:

1. WPP Luxembourg S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 124, Boulevard de la Pétrusse in L-2330 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 68.213 and having a share capital of EUR 212,761,323, being the holder of 109,067,539 shares,

2. WPP 2356 Limited, a company incorporated and existing under the laws of England and Wales, with registered office at 27 Farm Street, London, W1J 5RJ, United Kingdom, registered with the United Kingdom Companies House under the number 4788392, being the holder of 30,651,431 shares,

(the parties listed under items 1. to 2 above are each a Shareholder and are collectively referred to hereunder as the Shareholders),

all hereby represented by Adrien Pastorelli, Attorney-at-law, professionally residing in Luxembourg, by virtue of proxies given under private seal.

The proxies from the Shareholders, after having been initialled *ne varietur* by the proxyholder acting in their name and in their behalf and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Shareholders, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to record the following:

I. that the Shareholders represent all of the issued and subscribed share capital of the Company which is set at EUR 3,488,782,681 (three billion four hundred eighty-eight million seven hundred eighty-two thousand six hundred eighty-one Euro) represented by 139,718,970 (one hundred thirty-nine million seven hundred eighteen thousand nine hundred seventy) shares having a nominal value of EUR 24.97 (twenty-four Euro and ninety-seven cents) each;

II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

(1) Waiver of convening notices;

(2) Decision to change the name of the Company;

(3) Decision to amend the corporate object of the Company so as to add the following language to the existing language by way of the insertion of the below language and so as to amend the last sentence of the existing corporate object: "The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in any enterprise in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

The Company may use its funds to invest in real estate, to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, and any intellectual property rights, to realise them by way of sale, transfer, exchange of otherwise, to receive or grant licences on intellectual property rights and to grant to or for the benefit of companies in which the Company has a direct or indirect participation and to group companies, any assistance including financial assistance, loans, advances or guarantees.

The Company shall also have as its corporate object to perform any and all global media investment management operations and transactions including but not limited to providing direct or indirect support functions and access to technology and/or trading platforms to GroupM and any affiliate or successor organisation thereof. The support function can include financial risk management, whether or not for remuneration, and other activities.

The Company may carry out any industrial or commercial activity which directly or indirectly favours the realisation of its objects.

The Company may establish branches outside Luxembourg, which activity will be to hold inter company investments or to perform any of the above indicated activities."

(4) Decision to reduce the nominal share capital of the Company from its present amount of EUR 3,488,782,681 (three billion four hundred eighty-eight million seven hundred eighty-two thousand six hundred eighty-one Euro), represented by 139,718,970 (one hundred thirty-nine million seven hundred eighteen thousand nine hundred seventy) shares, having a nominal value of EUR 24.97 (twenty-four Euro and ninety-seven cents) each, to EUR 33,532,552.80 (thirty-three million five hundred thirty-two thousand five hundred fifty-two Euro and eighty cents), represented by 139,718,970 (one hundred thirty-nine million seven hundred eighteen thousand nine hundred seventy) shares, having a nominal value of EUR 0.24 each (twenty-four Euro cents), by way of the reduction of the nominal value of the shares from EUR 24.97 (twenty-four Euro and ninety-seven cents) to EUR 0.24 (twenty-four Euro cents), with the allocation of the balance (i.e. EUR 3,455,250,128.20 (three billion four hundred fifty-five million two hundred fifty thousand one hundred twenty-eight Euro and twenty cents)) to a distributable reserve of the Company which will enable the Company to set off its current losses against the account standing to the credit of that reserve;

(5) Subsequent amendment of articles 1, 2 and 4 of the Articles to reflect (i) the change of the name of the Company mentioned under item (2) above, (ii) the change of the corporate object specified under item (3) above and (iii) the decrease of the share capital of the Company by way of the reduction of the nominal value of the shares of the Company specified under item (4) above as well as (iv) the amendment of any relevant provisions of the Articles in connection therewith;

(6) Decision to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, any lawyer or employee of Allen & Overy Luxembourg to, in the name and on behalf of the Company, arrange and carry out any necessary formalities with the relevant Luxembourg authorities in relation to the items on this agenda, including but not limited to, the registration in the share register of the Company of the above reduction of the Company's share capital and the filing of documents with the Luxembourg Trade and Companies Register as well as the publication of excerpts in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, and generally to see to any formalities that may be necessary or useful in relation thereto; and

(7) Miscellaneous.

III. that the Meeting takes the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented at the Meeting, the Meeting waives the convening notices, the Shareholders considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance of the Meeting.

Second resolution

The Meeting resolves to acknowledge and approve the contemplated change of the Company's name from WPP Luxembourg Beta S.à r.l. to GroupM S.à r.l.

Third resolution

The Meeting resolves to acknowledge and approve the contemplated change of the Company's corporate object so as to insert the following language in front of the second last sentence of the existing corporate object and to amend the last sentence of the existing corporate object of the Company:

"The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in any enterprise in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

The Company may use its funds to invest in real estate, to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription,

underwriting or option, securities, and any intellectual property rights, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, to receive or grant licences on intellectual property rights and to grant to or for the benefit of companies in which the Company has a direct or indirect participation and to group companies, any assistance including financial assistance, loans, advances or guarantees.

The Company shall also have as its corporate object to perform any and all global media investment management operations and transactions including but not limited to providing direct or indirect support functions and access to technology and/or trading platforms to GroupM and any affiliate or successor organisation thereof. The support function can include financial risk management, whether or not for remuneration, and other activities.

The Company may carry out any industrial or commercial activity which directly or indirectly favours the realisation of its objects.

The Company may establish branches outside Luxembourg, which activity will be to hold inter company investments or to perform any of the above indicated activities."

Fourth resolution

The Meeting resolves to reduce the nominal share capital of the Company by an amount of EUR 3,455,250,128.20 (three billion four hundred fifty-five million two hundred fifty thousand one hundred twenty-eight Euro and twenty cents) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of EUR 3,488,782,681 (three billion four hundred eighty-eight million seven hundred eighty-two thousand six hundred eighty-one Euro), represented by 139,718,970 (one hundred thirty-nine million seven hundred eighteen thousand nine hundred seventy) shares, having a nominal value of EUR 24.97 (twenty-four Euro and ninety-seven cents) each, to EUR 33,532,552.80 (thirty-three million five hundred thirty-two thousand five hundred fifty-two Euro and eighty cents), represented by 139,718,970 (one hundred thirty-nine million seven hundred eighteen thousand nine hundred seventy) shares, having a nominal value of EUR 0.24 each (twenty-four Euro cents), by way of the reduction of the nominal value of the shares of the Company from EUR 24.97 (twenty-four Euro and ninety-seven cents) to EUR 0.24 (twenty-four Euro cents), with the allocation of the balance (i.e. EUR 3,455,250,128.20 (three billion four hundred fifty-five million two hundred fifty thousand one hundred twenty-eight Euro and twenty cents)) to a distributable reserve of the Company which will enable the Company to set off its current losses against the account standing to the credit of that reserve.

The Meeting resolves to note and acknowledge that the shareholding as well as the apportionment of the voting rights in the Company will remain unchanged further to the above share capital reduction.

Fifth resolution

As a result of the above, the Meeting unanimously resolves to amend the provisions of articles 1, 2 and 4 of the Articles, so that they shall henceforth read as follows:

" **Art. 1. Name and Duration.** There hereby exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of GroupM S.à r.l. (the «Company»), which shall be governed by the law dated 10th August 1915 on commercial companies, as amended (the «Law»), as well as by the Articles. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 2. Corporate object. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in any enterprise in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations.

The Company may use its funds to invest in real estate, to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time and namely but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, development and control of any enterprise, to acquire, by way of investment, subscription, underwriting or option, securities, and any intellectual property rights, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, to receive or grant licences on intellectual property rights and to grant to or for the benefit of companies in which the Company has a direct or indirect participation and to group companies, any assistance including financial assistance, loans, advances or guarantees.

The Company shall also have as its corporate object to perform any and all global media investment management operations and transactions including but not limited to providing direct or indirect support functions and access to technology and/or trading platforms to GroupM and any affiliate or successor organisation thereof. The support function can include financial risk management, whether or not for remuneration, and other activities.

The Company may carry out any industrial or commercial activity which directly or indirectly favours the realisation of its objects.

The Company may establish branches outside Luxembourg, which activity will be to hold inter company investments or to perform any of the above indicated activities.

Art. 4. Capital. The Company's subscribed share capital is set at EUR 33,532,552.8 (thirty-three million five hundred thirty-two thousand five hundred fifty-two Euro and eight cents), represented by 139,718,970 (one hundred thirty-nine million seven hundred eighteen thousand nine hundred seventy) shares having a nominal value of EUR 0.24 each (twenty-four Euro cents) per share.

The subscribed share capital may be changed at any time by a resolution of the shareholders' meeting deliberating in the manner provided for amendments to the Articles."

Sixth resolution

The Meeting resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the above-mentioned changes and grant power and authority individually to any manager of the Company and any lawyer or employee of Allen & Overy Luxembourg to, in the name and on behalf of the Company, arrange and carry out any necessary formalities with the relevant Luxembourg authorities in relation to the items on this agenda, including but not limited to, the registration in the share register of the Company of the above reduction of the Company's share capital and the filing of documents with the Luxembourg Trade and Companies Register as well as the publication of excerpts in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, and generally see to any formalities that may be necessary or useful in relation thereto.

Estimate of costs

The amount of expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed is estimated to be approximately EUR 2,300.-.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; at the request of the same appearing parties, it is stated that, in case of any discrepancy between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn up in Grand Duchy of Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The notarial deed having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-et-un mars.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de WPP Luxembourg Beta S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 124, Boulevard de la Pétrusse L-2330 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 79.015 et ayant un capital social de 3.488.782.681 EUR (la Société), constituée le 21 novembre 2000 selon un acte de Maître Gérard Lecuit, notaire alors de résidence à Hespérange, Grand-Duché de Luxembourg, lequel acte a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations - N° 421 du 8 juin 2001 et dont les statuts (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois le 27 novembre 2012 selon un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations- N° 138 du 19 janvier 2013.

ONT COMPARU:

1. WPP Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 124, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 68.213, détentrice de 109.067.539 parts sociales,

2. WPP 2356 Limited, une société de droit anglais ayant son siège social au 27, Farm Street, Londres, W1J 5RJ, Royaume-Uni, immatriculée auprès du Companies House du Royaume-Uni sous le numéro 4788392, détentrice de 30.651.431 parts sociales,

(les parties listées aux points 1. à 2. ci-dessus sont désignées individuellement comme un Associé et collectivement comme les Associés),

toutes ici représentées par M^e Adrien Pastorelli, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu de procurations données sous seing privé.

Les procurations des Associés, après avoir été paraphées ne varietur par le mandataire agissant en leur nom et pour leur compte et par le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte afin d'être enregistrées avec ledit acte auprès des autorités compétentes.

Les Associés, représentés tel que décrit ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. que les Associés représentent collectivement la totalité du capital social de la Société s'élevant à 3.488.782.681 EUR (trois milliards quatre cent quatre-vingt-huit millions sept cent quatre-vingt-deux mille six cent quatre-vingt-un euros) représenté par 139.718.970 (cent trente-neuf millions sept cent dix-huit mille neuf cent soixante-dix) parts sociales ayant une valeur nominale de 24,97 EUR (vingt-quatre Euros et quatre-vingt dix-sept centimes) chacune;

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

- (1) Renonciation aux formalités de convocation;
- (2) Décision de changer le nom de la Société;

(3) Décision de modifier l'objet social de la Société de façon à faire apparaître le texte suivant au moyen de l'insertion du texte ci-dessous et de façon à modifier la dernière phrase de l'objet social actuel:

«La Société a pour objet d'accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra investir dans des immeubles et créer, administrer, développer et céder ses avoirs actuels et futurs et notamment un portefeuille se composant de titres de toute origine, constituer, développer et contrôler toute entreprise ou société, acquérir par investissement, souscription, prise ferme ou option d'achat tous titres et droits de propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, se voir accorder ou accorder des licences sur des droits de propriété intellectuelle et accorder aux sociétés dans lesquelles la Société détient une participation directe ou indirecte et à des sociétés de son groupe, ou au profit de celles-ci, toute assistance, y compris des prêts, avances ou garanties.

La Société a également pour objet social de participer à toute transaction ou opération de gestion d'investissements dans le secteur des médias, en ce compris mais non limité à la fourniture directe ou indirecte de fonctions support et d'accès à des technologies et/ou des plateformes de trading à GroupM et à tout affilié ou organisation qui lui succéderait. La fonction support peut inclure la gestion de risques financiers, à titre onéreux ou non ainsi que d'autres activités.

La Société peut accomplir toutes opérations industrielles ou commerciales favorisant directement ou indirectement l'accomplissement et le développement de son objet social.

La Société peut établir des succursales ou établissement permanents en dehors du Grand-duché du Luxembourg dont les activités consisteront à détenir des investissements entre sociétés et la réalisation de toute activité reprise ci-dessus.»

(4) Décision de réduire le capital social nominal de la Société de son montant actuel de 3.488.782.681 EUR (trois milliards quatre cent quatre-vingt-huit millions sept cent quatre-vingt-deux mille six cent quatre-vingt-un euros) représenté par 139.718.970 (cent trente-neuf millions sept cent dix-huit mille neuf cent soixante-dix) parts sociales ayant une valeur nominale de 24,97 EUR (vingt-quatre Euros et quatre-vingt dix-sept centimes) chacune, à un montant de 33.532.552,80 EUR (trente-trois millions cinq cent trente-deux mille cinq cent cinquante-deux euros et quatre-vingt centimes), représenté par 139.718.970 (cent trente-neuf millions sept cent dix-huit mille neuf cent soixante-dix) parts sociales ayant une valeur nominale de 0,24 EUR (vingt-quatre centimes d'euro), avec allocation de la différence (soit 3.455.250.128,20 EUR (trois milliards quatre cent cinquante-cinq millions deux cent cinquante mille cent vingt-huit euros et vingt centimes)) à une réserve distribuable de la Société qui permettra à la Société d'annuler ses pertes actuelles par l'inscription dudit montant au crédit de ladite réserve;

(5) Modification subséquente des articles 1, 2 et 4 des Statuts afin d'y refléter (i) le changement de dénomination de la Société repris sous le point (2) ci-dessus, (ii) la modification de l'objet social tel que reprise sous le point (3) ci-dessus et (iii) la diminution du capital social de la Société par la réduction de la valeur nominale des parts sociales de la Société reprise sous le point (4) ci-dessus et (iv) la modification de toutes dispositions afférentes;

(6) Décision de modifier le registre de parts sociale de la Société de façon à y refléter les changements ci-dessus et pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, tout avocat ou employé d'Allen & Overy Luxembourg afin de, au nom et pour le compte de la Société, afin d'arranger et de mener à bien toutes les formalités nécessaires auprès des autorités luxembourgeoises compétentes en rapport avec les points du présent ordre du jour, en ce compris, l'enregistrement dans le registre des parts sociales de la Société de la réduction de capital reprise ci-dessus et l'enregistrement des documents auprès du registre de commerce et des sociétés ainsi que la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, et plus généralement de pourvoir à toute formalité qui serait nécessaires ou utile en relation avec ce qui précède; et

(7) Divers.

III. que l'Assemblée a pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à l'Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, les Associés se considèrent comme dûment convoqués et déclarent avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de prendre acte et approuve le changement de dénomination de la Société de WPP Luxembourg Beta S.à r.l. en GroupM S.à r.l.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de prendre et approuver la modification de l'objet social de la Société de façon à faire apparaître le texte suivant au moyen de l'insertion du texte ci-dessous dans l'objet social actuel et de modifier la dernière phrase de l'objet social actuel:

«La Société a pour objet d'accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra investir dans des immeubles et créer, administrer, développer et céder ses avoirs actuels et futurs et notamment un portefeuille se composant de titres de toute origine, constituer, développer et contrôler toute entreprise ou société, acquérir par investissement, souscription, prise ferme ou option d'achat tous titres et droits de propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, se voir accorder ou accorder des licences sur des droits de propriété intellectuelle et accorder aux sociétés dans lesquelles la Société détient une participation directe ou indirecte et à des sociétés de son groupe, ou au profit de celles-ci, toute assistance, y compris des prêts, avances ou garanties.

La Société a également pour objet social de participer à toute transaction ou opération de gestion d'investissements dans le secteur des médias, en ce compris mais non limité à la fourniture directe ou indirecte de fonctions support et d'accès à des technologies et/ou des plateformes de trading à GroupM et à tout affilié ou organisation qui lui succéderait. La fonction support peut inclure la gestion de risques financiers, à titre onéreux ou non ainsi que d'autres activités.

La Société peut accomplir toutes opérations industrielles ou commerciales favorisant directement ou indirectement l'accomplissement et le développement de son objet social.

La Société peut établir des succursales ou établissement permanents en dehors du Grand-duché du Luxembourg dont les activités consisteront à détenir des investissements entre sociétés et la réalisation de toute activité reprise ci-dessus.»

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de réduire le capital social nominal de la Société à concurrence d'un montant de 3.455.250.128,20 EUR (trois milliards quatre cent cinquante-cinq millions deux cent cinquante mille cent vingt-huit euros et vingt centimes) pour le porter de son montant actuel de 3.488.782.681 EUR (trois milliards quatre cent quatre vingt-huit millions sept cent quatre vingt-deux mille six cent quatre-vingt-un euros) représenté par 139.718.970 (cent trente-neuf millions sept cent dix-huit mille neuf cent soixante-dix) parts sociales ayant une valeur nominale de 24,97 EUR (vingt-quatre Euros et quatre-vingt-dix-sept centimes) chacune, à un montant de 33.532.552,80 EUR (trente-trois millions cinq cent trente-deux mille cinq cent cinquante-deux euros et quatre-vingt centimes), représenté par 139.718.970 (cent trente-neuf millions sept cent dix-huit mille neuf cent soixante-dix) parts sociales ayant une valeur nominale de 0,24 EUR (vingt-quatre centimes d'euro), avec allocation de la différence (soit 3.455.250.128,20 EUR (trois milliards quatre cent cinquante-cinq millions deux cent cinquante mille cent vingt-huit euros et vingt centimes)) à une réserve distribuable de la Société qui permettra à la Société d'annuler ses pertes actuelles par l'inscription dudit montant au crédit de ladite réserve.

L'Assemblée note et reconnaît que l'actionnariat ainsi que la répartition des droits de vote dans la société restent inchangés même suite à la réduction de capital.

Cinquième résolution

Il résulte de ce qui précède que l'Assemblée décide à l'unanimité de modifier les termes des articles 1, 2 et 4 des Statuts, de façon à leur donner la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. Nom et Durée.** Il existe par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination GroupM S.à.r.l. (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi») ainsi que par les présents Statuts.

La Société est constituée pour une durée illimitée.»

« **Art. 2. Objet.** La Société a pour objet d'accomplir toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra investir dans des immeubles et créer, administrer, développer et céder ses avoirs actuels et futurs et notamment un portefeuille se composant de titres de toute origine, constituer, développer et contrôler toute entreprise ou société, acquérir par investissement, souscription, prise ferme ou option d'achat tous titres et droits de propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, se voir accorder ou accorder des licences sur des droits de propriété intellectuelle et accorder aux sociétés dans lesquelles la Société détient une participation directe ou indirecte et à des sociétés de son groupe, ou au profit de celles-ci, toute assistance, y compris des prêts, avances ou garanties.

La Société a également pour objet social de participer à toute transaction ou opération de gestion d'investissements dans le secteur des médias, en ce compris mais non limité à la fourniture directe ou indirecte de fonctions support et d'accès à des technologies et/ou des plateformes de trading à GroupM et à tout affilié ou organisation qui lui succéderait. La fonction support peut inclure la gestion de risques financiers, à titre onéreux ou non ainsi que d'autres activités.

La Société peut accomplir toutes opérations industrielles ou commerciales favorisant directement ou indirectement l'accomplissement et le développement de son objet social.

La Société peut établir des succursales ou établissement permanents en dehors du Grand-duché du Luxembourg dont les activités consisteront à détenir des investissements entre sociétés et la réalisation de toute activité reprise ci-dessus.»

« **Art. 4. Capital.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de EUR 33.532.552,80 (trente-trois millions cinq cent trente-deux milles cinq cent cinquante-deux euros et quatre-vingt centimes) représenté par 139.718.970 (cent trente-neuf millions sept cent dix-huit mille neuf cent soixante-dix) parts sociales ayant une valeur nominale de 0,24 EUR (vingt-quatre centimes d'euro) par part sociale.

Le capital social souscrit pourra à tout moment être modifié par une résolution de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modifications des Statuts.»

Estimation des coûts

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société ou pour lesquels elle est responsable, en conséquence du présent acte, sont estimés approximativement à EUR 2.300,-.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire, l'original du présent acte.

Signé: A. PASTORELLI et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22 mars 2013. Relation: LAC/2013/13442. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 28 mars 2013.

Référence de publication: 2013042914/349.

(130051798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 avril 2013.

Tasco International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 133.309.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 03 avril 2013.

Référence de publication: 2013043367/10.

(130052641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2013.

Thil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 140.698.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 03 avril 2013.

Référence de publication: 2013043370/10.

(130052639) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2013.

Carrières S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 131.181.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 03 avril 2013.

Référence de publication: 2013043043/10.

(130052640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 avril 2013.